

NOUVELLES



DE L'OTAN

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

PUBLICATION MENSUELLE

Volume 9 - n° 8 - août 1961

DANS CE NUMÉRO :

PROBLÈMES ANCIENS SOUS UN JOUR NOUVEAU,

par Dirk U. Stikker.

QUE PENSENT LES RUSSES ?,

par « Justan ».

L'ÉVOLUTION DU DANEMARK VERS LES SIX,

par Johannes Boeggild.

NOUVELLES DE L'OTAN

AOUT 1961



SOMMAIRE

PROBLÈMES ANCIENS SOUS UN JOUR NOUVEAU par Dirk U. Stikker.	<i>page</i> 1
QUE PENSENT LES RUSSES?, par « Justan »	4
L'ÉVOLUTION DU DANEMARK VERS LES SIX, par Johannes Boeggild.	8
LE CONTROLE DES ARMEMENTS, par André Fontaine	12
DIXIÈME ANNIVERSAIRE D'AFSOUTH	14
LE FORUM MONDIAL DE LA JEUNESSE, par Geoffrey Hoare	17
LA JEUNESSE ATLANTIQUE EN VEDETTE	20
INTRODUCTION A LA CRISE, par Shevawn Lynam	21
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD	
M. Stikker à Bonn, Londres et Reykjavik	23
Nouveau Commandant du Collège de Défense de l'OTAN	23
COMMANDEMENTS ET ORGANISMES DE L'OTAN	
Commandement allié de l'Atlantique	23
AGARD	23
LIVRES	
« Men in Uniform », par M.R.D. Foot	24
« The European Common Market », par Isaiah Frank	25
BIBLIOGRAPHIE	26

DIVERS

Pas de raison pour une crise à Berlin, p. 3; Prochains séminaires de l'OTAN, p. 20;
« L'avenir de l'Alliance Atlantique », p. 28; Le Bureau de l'AFCA, p. 28.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.



M. Stikker

(Photo OTAN par Eddy van der Veen)

PROBLÈMES ANCIENS SOUS UN JOUR NOUVEAU

par

Dirk Stikker

*Voici des extraits d'un discours prononcé par le
Secrétaire Général de l'OTAN à l'Université de Bonn,
le 26 juin 1961.*

PENDANT les douze dernières années, l'horizon de l'OTAN s'est élargi et ses tâches se sont multipliées, mais les problèmes anciens n'ont pas pour autant été résolus. La question de Berlin demeure au centre de nos préoccupations. Les puissances alliées sont unanimes à considérer qu'un abandon de Berlin, que l'OTAN s'est engagée solennellement à défendre, porterait un coup mortel à l'Alliance et, par conséquent, au monde libre en général. D'ailleurs, cela ne ferait qu'encourager les Soviétiques à se montrer de plus en plus exigeants.

Cela ne signifie pas que les puissances de l'OTAN ne sont pas prêtes à chercher des solutions pacifiques. Depuis que les Soviétiques ont provoqué la crise de Berlin, en novembre 1958, les Etats-Unis et leurs alliés ont, à plusieurs reprises, confirmé leur point de vue et manifesté leur volonté de négocier. Mais les offres de négociations de M. Khrouchtchev ne sont que des diktats. Je ne suis pas de ceux qui croient que M. Khrouchtchev fait du bluff. Néanmoins, je crains parfois qu'il ne sous-estime l'intérêt vital que toutes les puissances de l'OTAN portent à la sauvegarde de la liberté de Berlin, et leur résolution de défendre cette liberté. Notre tâche principale dans les mois à venir est de persuader M. Khrouchtchev de la gravité de son erreur. Pour cela, les paroles ne suffisent pas. Il faut avant tout faire connaître l'esprit qui nous anime : une solidarité inébranlable, une volonté de sacrifices et une ferme résolution de défendre notre liberté commune.

Dans le domaine militaire aussi, l'OTAN se trouve aujourd'hui devant les mêmes problèmes qu'au début. Elle doit poursuivre énergiquement ses efforts pour augmenter son armement, tout en cherchant les moyens d'arriver à un accord avec l'Union

soviétique sur le désarmement. Par malheur, les événements des six derniers mois ne nous encouragent pas à penser que notre liberté et notre existence soient moins menacées aujourd'hui qu'il y a six ou douze ans. Il faut donc accroître notre effort dans tous les domaines, que ce soit la recherche scientifique et le développement d'armes nouvelles, la production, le financement, l'infrastructure ou la création d'unités de combat. Je suis heureux de pouvoir dire que la République fédérale allemande figure parmi les pays qui ont bien rempli leurs obligations. Mais nous ne devons pas nous contenter de cela.

Etre fort

Les pays de l'OTAN doivent réaliser qu'ils font partie d'un monde dans lequel il faut être fort. Le code de droit international que nous avons voulu créer à San Francisco s'est effondré devant l'âpre lutte pour le pouvoir poursuivie par l'Union soviétique et la Chine communiste. Aussi longtemps qu'on n'aura rien trouvé de mieux, qu'il n'existera pas une force de police internationale pour garantir la paix à tous, forts ou faibles, et que le communisme n'abandonnera pas sa volonté de domination mondiale, nous poursuivrons la politique de légitime défense qui est explicitement autorisée par la Charte des Nations Unies.

Mais il faudrait être aveugle pour ne pas se rendre compte que la course aux armements entre les deux blocs de puissances comporte de grands dangers. En outre, cela représente un gaspillage des richesses qui pourraient être bien mieux utilisées à secourir la misère, à instruire la jeunesse, et à améliorer le niveau de vie. Ce qui est encore plus grave, c'est qu'une course aux armements porte souvent en elle les germes d'un conflit

ou aggrave les difficultés existantes. Pour cette raison, les puissances occidentales s'efforcent depuis des années à trouver le moyen de mettre un terme à cette course aux armements, sans capituler. Je dis « sans capituler », car je ne peux pas prendre au sérieux ceux qui, poussés par un idéalisme mal placé, voudraient que l'Occident se désarme unilatéralement, tout au moins en ce qui concerne les armes atomiques, afin de donner l'exemple au monde.

Je suis convaincu que l'Union soviétique ne suivrait pas ce bel exemple, mais profiterait de cette occasion unique pour atteindre, sans combat et sans frais, son but ouvertement proclamé : la domination mondiale du communisme. Cette voie est donc exclue, et heureusement la grande majorité de la population dans tous les pays de l'OTAN en est convaincue. Etant donné la situation internationale actuelle, nous ne pouvons aboutir au désarmement que par un accord avec l'Union soviétique. Un tel accord aurait pu être conclu depuis longtemps, si les intentions de l'U.R.S.S. étaient aussi pacifiques que sa propagande ne cesse de le proclamer. Naturellement, un accord sur le désarmement n'a de sens que si chacun des partenaires a la certitude que l'autre respectera les articles du traité. Mais cette certitude ne peut exister que si chaque Etat accepte de soumettre même les régions les plus éloignées de son territoire à l'inspection permanente d'une autorité internationale.

Désarmement et contrôle

Les Puissances de l'OTAN, et en premier lieu les Etats-Unis, sont disposées, depuis des années, à se soumettre à de tels contrôles, pourvu que l'Union soviétique en fasse autant. Mais voilà le hic ! Depuis qu'on parle de désarmement, les Soviétiques se refusent avec persistance à accepter un système d'inspection ayant la moindre efficacité. Pour eux, tous les prétextes sont bons. Ils disent que les inspecteurs seraient des espions, mais ils oublient que les puissances occidentales sont disposées à livrer tous leurs secrets à ces prétendus espions. Ainsi que le montre les négociations de Genève sur l'arrêt des expériences atomiques, les Soviétiques cherchent à limiter le nombre des inspecteurs et des inspections, de manière à les rendre pratiquement inutiles.

M. Khrouchtchev a déclaré récemment que l'Union Soviétique était prête à accepter n'importe quel système de contrôle occidental, mais seulement après un désarmement total. Il faudrait que nous abandonnions toutes nos armes dans l'espoir que les Soviétiques en fassent autant et puis veuillent bien se soumettre à un système de contrôle efficace.

Sachant que les Soviétiques ont si souvent manqué à leur parole, et en raison des buts avoués du communisme mondial, aucun Occidental ne pourrait accepter un tel programme. Il nous est donc impossible de faire autrement que de demander aux

Soviétiques pourquoi ils ne veulent pas accepter un système de contrôle efficace dès le début du désarmement ou même au fur et à mesure des étapes. Ce serait une occasion pour eux de démontrer leur volonté de paix.

Système « Troïka »

A Vienne, M. Khrouchtchev a avancé une idée qui se dessinait depuis six ou neuf mois dans les négociations diplomatiques avec les Soviétiques. Il s'agissait de ce que l'on appelle le système « troïka ». Selon ce plan, les organisations internationales se composeraient de telle façon que les voix seraient également partagées entre les Occidentaux, le Bloc soviétique et les neutres (en particulier les masses africaines et asiatiques). M. « K » va maintenant plus loin et demande que toute décision soit prise à l'unanimité. En bref, un veto soviétique pourrait s'appliquer à toute mesure qui ne plaît pas à l'U.R.S.S. D'après les expériences des quinze dernières années au Conseil de Sécurité des Nations Unies, où l'Union Soviétique a appliqué son veto plus souvent que ne l'ont fait tous les autres membres réunis, un tel système aboutirait à une paralysie complète des organisations internationales.

Imaginez le système « troïka » dans le cas du désarmement. La règle s'appliquerait pleinement aux hautes autorités chargées de décider s'il y a violation du traité. Il n'est d'ailleurs pas encore sûr que les Soviétiques ne voudraient pas l'appliquer aussi aux groupes de contrôle et aux équipes d'inspection. M. Khrouchtchev peut-il sérieusement nous demander de confier notre sécurité, tout ce que nous sommes et tout ce que nous avons, à un tel système ? La réponse saute aux yeux.

M. Khrouchtchev a déclaré que le système « troïka » est nécessaire, parce qu'il n'existe pas de personnes authentiquement indépendantes et neutres pour remplir les fonctions d'arbitre international. D'après lui, il y a des pays neutres, mais non des hommes neutres. C'est une constatation très intéressante, car elle nous révèle certains traits de la mentalité soviétique. Naturellement, il existe des hommes neutres, c'est-à-dire objectifs, mais on ne les trouve pas dans la conception communiste du monde ou dans la réalité soviétique. A Moscou, il n'y a que des partisans.

Propagande diabolique

L'une des méthodes de propagande les plus diaboliques employées par les Communistes consiste à reprocher à l'adversaire exactement ce qu'ils auraient fait dans les mêmes circonstances. Ainsi lorsque les Soviétiques accusent aujourd'hui le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Hammarskjöld, de ne pas être animé par des intentions partiales, ils le font uniquement parce qu'ils savent très bien qu'un fonctionnaire soviétique placé dans les mêmes conditions n'aurait pas une attitude

neutre et objective. Lorsque, avant 1939, les gouvernements anglais et français se donnèrent beaucoup de mal pour éviter la guerre en négociant avec Hitler, la propagande communiste leur reprocha de frayer la voie à Hitler pour qu'il attaque l'Union Soviétique.

Tout homme raisonnable sait combien ces reproches étaient absurdes, car les hommes d'Etat anglais et français de l'époque avaient bien d'autres soucis. Mais telle fut la politique que les Soviétiques auraient menée, s'ils avaient été à la place des Anglais et des Français. Une fois la guerre commencée, les Soviétiques reprochèrent à leurs alliés occidentaux de retarder la création d'un deuxième front dans l'espoir que l'Union Soviétique s'épuiserait d'abord. Les dirigeants de Moscou ne pouvaient pas s'imaginer que Roosevelt et Churchill n'avaient pas d'intérêt à ce que l'U.R.S.S. s'épuise, car les Soviétiques auraient agi ainsi s'ils se trouvaient à la place de leurs alliés.

Aujourd'hui, les Soviétiques répandent parmi les peuples de l'Asie et de l'Afrique la légende selon laquelle les puissances occidentales ne leur ont donné l'indépendance que pour mieux les dominer du point de vue économique. L'aide occidentale ne serait motivée que par ce but et Moscou l'a baptisée du beau nom de « néocolonialisme ». Encore une fois, la raison est claire : les Soviétiques auraient agi de cette façon et ne peuvent pas s'imaginer que nous aidions les pays sous-développés pour d'autres motifs. Les Asiatiques et les Africains feraient bien de penser à cela lorsqu'on leur propose de l'aide économique soviétique et des conseillers techniques provenant des pays communistes.

Afin de prouver combien Moscou est doué pour la propagande, voici un dernier exemple : les Soviétiques reprochent à la République fédérale allemande et aux trois grandes puissances occiden-

tales de vouloir maintenir Berlin comme une base d'opérations contre l'Est et un foyer de troubles permanent. Si les Soviétiques se trouvaient à la place des Occidentaux, ils poursuivraient certainement une telle politique. Donc, ils ne peuvent pas ou ne veulent pas comprendre que notre seul but est de sauvegarder la liberté de cette ville et de ses habitants. J'ai cité ces exemples de la propagande soviétique, car certains d'entre nous ne comprennent pas suffisamment sa nature diabolique, et le fait qu'elle est une arme efficace de la guerre froide. Beaucoup reste encore à faire dans ce domaine.

Crise artificielle

Pour conclure, voici quelques mots sur la façon dont j'envisage l'avenir. Je ne trouve pas qu'il soit impossible que nous subissions une crise grave avant la fin de l'année. Cette crise pourrait se déclencher à Berlin, mais il existe dans le monde assez d'autres foyers explosifs et l'agresseur a toujours la possibilité de choisir l'endroit où il veut mettre le feu. Une telle crise serait artificielle et entièrement fabriquée à Moscou. Pour y résister, il faut que nous soyons prêts et décidés à faire le maximum afin d'éviter le pire. Dans un avenir plus lointain, je prévois en Europe une longue lutte politique sur place, tandis que dans d'autres parties du monde, et en particulier dans l'hémisphère sud, une offensive mobile sera entreprise grâce aux méthodes non-militaires de la guerre froide.

Dans cette situation mondiale, celui qui a le plus de souffle et les nerfs les plus solides vaincra. N'oublions pas que malgré le grand déploiement de forces du bloc soviétique, le monde libre dispose, dans presque tous les domaines, d'un potentiel infiniment plus vaste. Pour que celui-ci soit efficace, il suffit de faire preuve de volonté. Notre tâche est de renforcer cette volonté de sacrifices et de coopération. L'avenir de tous en dépend.

PAS DE RAISON POUR UNE CRISE A BERLIN

« Les Russes veulent que Berlin-Est, qui fait partie d'une ville sous le contrôle des quatre grandes puissances, soit officiellement absorbée par la soi-disant République démocratique allemande et que Berlin-Ouest, bien que considérée comme une « ville libre », perde la protection des puissances occidentales et soit assujettie à la volonté d'un régime totalitaire. M. Ulbricht n'a pas caché son intention, une fois signé ce prétendu « traité de paix », de surveiller les communications de Berlin-Ouest avec le monde libre et d'étrangler la liberté dont elle jouit actuellement.

« Le monde sait maintenant qu'il n'y a pas de raison pour qu'il éclate une crise à Berlin et que, si elle éclatait, la responsabilité en incomberait à la tentative du gouvernement soviétique de violer les droits des autres et de créer des tensions. »

Le Président Kennedy
à sa conférence de presse du 19 juillet 1961.

QUE PENSENT LES RUSSES ?

par

“ JUSTAN ”

VOICI quelques années maintenant que M. Khrouchtchev, le meneur de jeu itinérant de la propagande communiste, s'efforce, par ses bluffs ou par ses vantardises, de persuader le reste du monde que son idéologie finira inévitablement par triompher. Il croit, ou plutôt il prétend croire, que les Occidentaux sont déchirés par des querelles et des conflits intestins, qu'ils perdent rapidement la confiance des pays neutres et des jeunes Etats et qu'ils sont incapables d'arrêter « l'avance triomphante de l'idéologie communiste ». Exploitant habilement les lacunes et les imperfections superficielles du système politique et du style de vie des Occidentaux, M. Khrouchtchev s'efforce de persuader ses propres concitoyens (tout comme ceux qui ne vivent pas sous le joug communiste) que « toutes les routes mènent au communisme », que les jours de l'Occident sont comptés et que le Parti Communiste de l'Union Soviétique, étant « l'incarnation de la volonté et des aspirations du peuple », jouit de « l'absolue confiance et de la gratitude » de tous les citoyens soviétiques.

J'ai récemment passé plus d'un mois en U.R.S.S., sans être entravé par la surveillance de l'agence de voyage officielle « Intourist ». Avant de quitter l'Angleterre, j'avais décidé de saisir la moindre occasion de m'assurer dans quelle mesure l'homme de la rue en Union Soviétique a été conditionné par plus de quarante ans d'endoctrinement communiste et surtout, s'il a réussi à conserver, fût-ce dans une mesure limitée, la possibilité d'une pensée indépendante. Durant mon séjour à Moscou et à Léninegrad, j'ai parlé à tous ceux qui étaient disposés à discuter de problèmes internationaux avec un étranger sachant le russe. Il y avait parmi eux des journalistes, des chauffeurs de taxi, des garçons de café, des professeurs d'université et des étu-



La Place Rouge, à Moscou.

(Photo H. Cartier-Bresson, Magnum)

dants, des ingénieurs, de simples ouvriers et des officiers.

Naturellement, aucune méthode scientifique n'a présidé à mon choix. Tous les Russes n'acceptent pas de se laisser voir en compagnie d'étrangers, et beaucoup ont encore peur d'échanger avec eux autre chose que des banalités. Un nombre surprenant a bien voulu parler, mais seulement s'ils étaient sûrs qu'on ne nous écoutait pas. J'ai été agréablement surpris de découvrir que la propagande soviétique n'affecte pas toute la population d'une façon permanente.

Désir de paix

Quiconque a jamais été en rapport avec des Russes ordinaires a dû se rendre compte de leur désir passionné de paix. Personne en Union soviétique n'a oublié les ravages de l'invasion nazie et le lourd tribut que la nation a dû verser durant la dernière guerre. Soit dit en passant, tous ceux auxquels j'ai parlé rendent Staline responsable du manque de préparation du pays en 1941, ce qui, bien entendu, est un résultat direct du fameux « rapport secret » de M. Khrouchtchev en février 1956. Pourtant, comme me l'a dit un officier : « Il est toujours facile de dénigrer les morts ». Aucun Russe ne veut la guerre. En même temps, il est convaincu que son gouvernement lui aussi se dévoue à la cause de la paix. Ce qu'il ne croit pas, c'est que les Etats-Unis, décrits par la propagande soviétique comme le principal et le plus dangereux « fauteur de guerre », envisagent d'attaquer l'U.R.S.S. dans un avenir proche. « Vingt minutes après le déclenchement de la prochaine guerre, m'a dit un chauffeur de taxi moscovite, il n'y aura plus de Moscou, plus de Léninegrad, plus de Londres et peut-être même plus de New York. Seuls des fous prendront l'initiative

d'une guerre qui ne peut apporter que l'anéantissement total ».

Cette attitude raisonnable, qui est celle d'innombrables Russes, a souvent été quelque peu compromise par la crainte que certaines personnalités américaines, et notamment des généraux et des amiraux, soient encore partisans de la politique du « bombardement immédiat de Moscou » et prônent une guerre préventive contre l'Union soviétique. De nombreux Russes semblent croire que, comme l'Amérique n'a pas été envahie ni occupée par les Allemands lors de la dernière guerre, trop d'Américains influents sont enclins à sous-estimer les tragiques conséquences de la guerre totale. « C'est dommage qu'aucune ville américaine n'ait été bombardée par l'aviation ou par l'artillerie, m'a dit un étudiant de vingt-trois ans de l'Université de Moscou. Si c'était arrivé, ceux qui sont partisans d'une guerre contre l'Union soviétique montreraient moins d'entrain aujourd'hui. »

Guerre improbable

Mais, dans l'ensemble, les Russes avec lesquels j'ai parlé pensent qu'un conflit mondial est peu probable et que Washington tient autant que Moscou à maintenir la paix. A l'exception d'un ardent communiste de Léningrad, qui reflétait fidèlement la ligne du Parti, tous mes interlocuteurs, y compris un général, étaient convaincus que la guerre serait évitée, parce que les Américains, eux aussi, « ne voudront pas être les premiers à appuyer sur le bouton. Et seuls les Américains sont en mesure de lutter contre nous ».

Il semblerait que, malgré cette horreur unanime de la guerre, les Russes, en dernier ressort, sont prêts à se battre, mais seulement si on les attaque. Comme ils n'imaginent pas une situation dans laquelle l'U.R.S.S. serait l'agresseur, ils considèrent que, si la guerre devait éclater, ce ne serait pas la faute de leur gouvernement. Dans ces circonstances, ils seraient prêts à se défendre, quelles qu'en soient les conséquences. Détail significatif, ce ne serait pas pour le communisme qu'ils se battraient, mais pour leur pays. Quoi que les Russes pensent du régime, et une importante fraction d'entre eux n'est pas d'accord avec plusieurs aspects de sa politique, le patriotisme est une force considérable en Union soviétique.

« Nous n'aimons peut-être pas tout ce que font le gouvernement et le parti, m'expliqua un journaliste moscovite d'un certain âge, mais nous adorons notre patrie et nous sommes fiers de nos réussites. Si besoin en est, nous nous battons. » Il n'a cessé d'insister sur le fait que l'Ouest aurait tort de supposer que, les Russes n'approuvant pas tous le programme du Kremlin, le pays répugnerait à riposter si on l'attaquait. « My Country right or wrong », ajouta-t-il en anglais. Et cette attitude semble être universellement répandue. Je n'ai ren-

contré personne qui avait envie d'être « libéré » par les armées occidentales.

Staline et l'OTAN

Chaque fois que je discutais des problèmes internationaux en Russie, la conversation en arrivait très vite au problème allemand, et j'ai constaté que la plupart des gens étaient encore anti-allemands. Ils ne faisaient vraiment pas de différence entre la République fédérale du Dr Adenauer et le régime de l'Allemagne de l'Est. On dirait que l'intense propagande qui décrit Bonn comme « un état militariste » et Pankow comme « un pays démocratique et pacifique » n'a pas réussi à tempérer la méfiance dans laquelle les Russes tiennent les Allemands en général. Mais on considère que Moscou exerce un plus grand « contrôle » sur les Allemands de l'Est que les puissances occidentales sur les Allemands de l'Ouest.

Bien qu'il ne le sache pas de source communiste, le Russe est prêt à croire que des bases soviétiques existent en Allemagne de l'Est et que le gouvernement du Kremlin a aidé les Allemands de l'Est à se réarmer, tout comme les Occidentaux ont contribué à la renaissance des forces militaires de l'Allemagne de l'Ouest. Et, chose surprenante, il ne semble pas reprocher aux Occidentaux d'avoir agi ainsi. Nombre de gens ont reconnu avec moi que c'est Staline, dans les années de l'immédiate après-guerre, qui a obligé l'Ouest à créer l'OTAN et à réarmer l'Allemagne de l'Ouest. Ils estiment que le feu dictateur a commis une grave erreur lorsqu'il fit peur à l'Occident en agissant unilatéralement en Europe orientale. « Si Staline avait été plus patient, nous aurions pu avoir toute l'Europe aujourd'hui », m'a dit un étudiant avec nostalgie. Mais lui aussi voyait la raison d'être de l'OTAN et ne considérait pas cette organisation plus « agressive » que sa contre-partie communiste, le Pacte de Varsovie.

Pour des raisons évidentes, la presse et la radio, en U.R.S.S., donnent le maximum de publicité à toutes les déclarations soviétiques officielles et les Russes connaissent parfaitement le point de vue du Kremlin sur toutes les questions internationales. Mais beaucoup n'ont pas l'air d'attacher une grande importance au flot incessant de notes, de mémorandums et de déclarations dont on les accable. « Vous autres, Occidentaux, m'a dit un maître de conférences à l'Université, vous prenez tout cela bien trop au sérieux. N'oubliez pas que c'est la tâche de notre gouvernement et du Parti communiste de nous dire ce qu'ils veulent que nous pensions. Ils doivent donc se répéter inlassablement pour obtenir le résultat désiré. Mais nous savons qu'il y a beaucoup de choses qui ne sont que propagande ou matériaux destinés aux archives historiques. Et, bien sûr, nous nous rendons compte qu'il y a toujours deux aspects de chaque problème. Nous ne pouvons pas avoir toujours raison. » Ce maître de conférences et un certain nombre d'autres intellectuels russes estimaient

que les vieilles méthodes de la diplomatie secrète avaient beaucoup plus de chance de résoudre les problèmes épineux qui opposent l'Est et l'Ouest.

Spoutniks ou logements ?

Tous mes interlocuteurs étaient enchantés que le Président Kennedy ait accepté de rencontrer M. Khrouchtchev à Vienne. Un chauffeur de taxi moscovite a même qualifié le Président des Etats-Unis de « héros », à cause de ce geste. « Nous savons que l'opinion publique américaine ne soutient pas M. Kennedy unanimement », me dit-il, en ajoutant : « En somme, près de la moitié des électeurs américains n'ont pas voté pour lui. Et pourtant, il a eu le courage de rencontrer Nikita Sergeïevitch. Je pense qu'ils s'entendront bien. Ce sont tous deux des hommes raisonnables et qui savent ce qui est en jeu ». Ce chauffeur de taxi se révéla être un isolationniste convaincu. Il ne s'intéressait pas le moins du monde au « triomphe mondial du communisme ». Tout ce qu'il voulait, c'était de mieux vivre. Il estimait que l'Union soviétique et les Etats-Unis devraient s'entendre, se diviser le monde et imposer leurs décisions aux autres nations. « Les alliés, me dit-il, ça n'attire que des ennuis, et je me moque éperdument du Laos et du Congo. En revanche, je serais content d'avoir un appartement convenable et davantage d'argent. Le vol dans l'espace de Gagarine, c'est très bien. Mais je me demande combien de maisons on pourrait construire avec l'argent gaspillé pour la recherche spatiale ? »

C'est peut-être une opinion extrême. Aucun de mes autres interlocuteurs ne l'a exprimée aussi énergiquement. Mais plusieurs Russes m'ont dit aussi que les conditions actuelles de logement (déplorables à tout point de vue) et la pénurie des produits alimentaires étaient dues au fait qu'on dépensait trop d'argent pour le prestige de la recherche spatiale et pour l'aide aux pays étrangers. Tout en reconnaissant la nécessité de faire de la propagande de ce genre, ils la regrettaient « alors que tant reste à faire chez nous ». Ils estimaient aussi que, dans ces domaines, ils ne pouvaient pas vraiment rivaliser avec les Etats-Unis. « Il faut choisir entre Gagarine et l'aide à l'étranger d'une part, et une vie décente chez nous, d'autre part », m'a dit une femme professeur qui avait voyagé en dehors de l'U.R.S.S. et qui ajouta : « Pour l'instant, nous sommes en avance sur les Américains dans la conquête de l'espace. Mais ils nous rattraperont et, en attendant, ils continuent à vivre tellement mieux que nous. » Elle doutait que l'Union soviétique atteignît le niveau de vie de l'Europe occidentale, malgré les fréquentes affirmations de M. Khrouchtchev, selon lesquelles les Russes ne tarderaient pas à vivre aussi bien que dans les pays capitalistes les plus avancés.

Désarmement total

Au cours de mes nombreuses conversations, la question du désarmement revenait inévitablement

sur le tapis. Les Russes semblent accepter la nécessité d'une armée forte, mais ils aimeraient un désarmement total, bien que personne n'ait l'air de croire que ce soit possible. En ce qui concerne la question du désarmement, la propagande communiste a réussi dans une assez large mesure à endoctriner son public. Alors qu'aucun de mes interlocuteurs n'acceptait la prétention de M. Khrouchtchev que « l'impérialisme a subordonné son économie à la course aux armements » afin d'empêcher la situation économique d'empirer, nombre d'entre eux pensaient que l'Ouest refusait de désarmer pour des raisons politiques. Un jeune ingénieur m'a déclaré : « Les armements coûtent de l'argent partout. Vous autres, Occidentaux, vous avez un niveau de vie élevé et vous savez que, si nous pouvions consacrer toutes nos ressources au développement pacifique de notre pays, nous aurions beaucoup plus de chance de convaincre les peuples du monde des bienfaits du communisme. Ne voulant pas cela, vous vous opposez donc au désarmement, ce qui nous force à dépenser une trop grande part de notre revenu national à stocker des armes ».

Le désarmement est un problème compliqué et la presse soviétique fournit à ses lecteurs une vue extrêmement partisane de l'attitude occidentale. Le Russe moyen semble donc penser que c'est l'Ouest qui fait traîner les pourparlers de Genève. Il a maintes fois entendu M. Khrouchtchev promettre que l'U.R.S.S. accepterait toutes les exigences occidentales de contrôle si l'Ouest acceptait le désarmement total. Il n'arrive pas à comprendre ce qui empêche la conclusion d'un tel accord, si ce n'est la mauvaise volonté des Occidentaux. Des Russes m'ont dit qu'ils ne reprochaient pas à l'Ouest de mettre en doute la parole de Staline, « qui vous a dupé plus d'une fois ». Mais ils croyaient que M. Khrouchtchev désirait sincèrement mettre un terme à la course aux armements et qu'il fallait lui faire confiance.

Scepticisme encourageant

Dans toutes mes conversations avec des Russes, j'ai observé le désir réconfortant d'apprendre davantage sur le monde occidental. Ils connaissent surtout les aspects négatifs de la vie hors de Russie : chômage, crises économiques, encombrement des écoles, problème noir aux Etats-Unis et bien d'autres lacunes. Grâce à une sélection judicieuse d'articles dans les journaux occidentaux, la machine de propagande soviétique peut facilement donner une sombre image des conditions d'existence en dehors du bloc communiste. Mais, ce qui m'a surpris, c'est le fait qu'aucun Russe ne semblait disposé à considérer cette image comme juste. Diverses raisons ont sans doute contribué à ce scepticisme encourageant. Un jeune étudiant m'a donné l'explication suivante : « Nous savons que quand nos dirigeants parlent des affaires intérieures du pays, ils exagè-

rent toujours ce qui est bien dans notre société et tendent à négliger ce qui est mauvais. Il est donc logique de supposer que quand ils décrivent la situation en Occident, ils font exactement le contraire ».

Un chauffeur d'autobus de Léninegrad, qui avait deviné que j'étais un étranger et qui voulait se promener avec moi sur la Perspective Nevski, était irrité par le fait que les journaux soviétiques ne parlent presque jamais des accidents de chemin de fer, des catastrophes aériennes ou des échecs de spoutniks, alors qu'ils affirment que cela arrive fréquemment dans les pays non-communistes. « C'est vraiment stupide, dit-il. Des accidents doivent se produire partout. Il est ridicule de prétendre que le socialisme peut les empêcher. » Lui, et bien d'autres personnes à qui j'ai parlé, écoutent régulièrement la BBC et la Voix de l'Amérique. Il s'est moqué de l'affirmation de M. Khrouchtchev selon laquelle la société soviétique serait monolithique. « Si c'était vrai, m'a-t-il dit, pourquoi brouiller les émissions de radio étrangère, interdire la vente en Russie de journaux étrangers non-communistes et désapprouver les contacts avec des étrangers comme vous ? »

Mais il n'était pas d'accord avec la division occidentale du globe en un monde « libre » et un monde « soumis à l'esclavage communiste ». Il citait Suez et Cuba comme preuve que les démocraties, elles aussi, étaient disposées à se montrer dures quand elles considéraient leurs intérêts menacés. Il ne voyait guère de différence entre l'intervention soviétique en Hongrie et ce qu'il appelait l'appui américain à la récente invasion anti-castrite. « La seule différence, ajouta-t-il avec une certaine fierté, c'est que nous, nous sommes allés jusqu'au bout, et que vous, vous vous êtes dégonflés. Cela vous vaudra peut-être des satisfactions morales, mais ce n'est pas la façon de maintenir vos positions. L'histoire est déterminée par la réussite et non pas par des considérations morales. »

Echec du régime

Je quittai la Russie en emportant bien d'autres impressions d'un peuple qui se rend parfaitement compte que son jardin marxiste n'est pas sans épines et que l'Ouest n'a pas le monopole des mauvaises herbes. Les Russes ont sans doute beaucoup appris en écoutant les radios étrangères, mais d'autres facteurs aussi les aident à comprendre que, dans la lutte qui oppose le monde communiste au monde non-communiste, tout n'est pas blanc d'un côté et noir de l'autre. Deux de ces facteurs me semblent d'une importance primordiale. Le premier est l'apparente incapacité de la propagande communiste de camoufler les échecs évidents du régime soviétique, jointe à la tendance qui se développe chez les Russes à s'apercevoir de la fréquente disproportion qui existe entre les promesses et les réali-

sations. Le second, c'est la façon dont le gouvernement et le parti, après la mort de Staline, ont diminué la pression qu'ils exerçaient à l'intérieur du pays, ce qui a beaucoup contribué à dissiper les craintes et les méfiances au sein de la nation, tout en permettant à un nombre croissant de Russes de rencontrer des étrangers. Bien sûr, la plupart des contacts avec les étrangers ont lieu dans les grandes villes, mais les Russes sont bavards, avides de faire partager leurs impressions à leurs parents et amis dans d'autres coins du pays.

Il serait présomptueux de tirer des conclusions définitives d'une enquête aussi peu méthodique que celle que j'ai pu mener. Il ne m'a pas été possible de découvrir non plus si les opinions que j'ai entendu exprimer dans les rues, dans les taxis, dans les restaurants de Moscou et de Léninegrad ont une influence quelconque sur ceux qui, au fond du Kremlin, dirigent la politique soviétique. Tous les fonctionnaires russes auxquels j'ai parlé ont nié, poliment mais fermement, l'existence dans le pays de citoyens qui font la moindre critique du régime ou qui ne suivent pas avec enthousiasme la ligne du parti. Ils existent pourtant et, à moins que les autorités n'abaissent de nouveau le rideau de fer, leur nombre ne fera que s'accroître.

Progrès et liberté

Actuellement, le Russe moyen semble trop préoccupé à améliorer ses conditions d'existence pour se soucier beaucoup des questions internationales, d'autant plus qu'il fait confiance à son gouvernement dans ce domaine. Il est disposé à juger le Kremlin d'après la quantité de produits alimentaires et de biens de consommation qu'on trouvera dans les magasins et d'après le nombre d'appartements en construction. Il ne compare pas son existence avec celle d'un Américain, d'un Anglais ou d'un Français. Son élément de comparaison est le progrès sensible réalisé en U.R.S.S. depuis quelques années. Tant que cette tendance continue, le gouvernement soviétique sait qu'il ne risque pas de se heurter à une opposition organisée à l'intérieur du pays.

Mais j'ai discerné des symptômes qui montrent que certaines sections de la communauté soviétique, notamment les personnes jeunes et instruites, n'accepteront pas qu'on leur dise à jamais ce qu'ils doivent penser. A mesure que l'opinion publique en U.R.S.S. prend conscience de la politique, des aspirations et des conditions de vie en Occident, le Kremlin aura de plus en plus de mal à ne pas en tenir compte. M. Khrouchtchev a renoncé à un grand nombre des méthodes de coercition de Staline mais il demeure décidé à refuser aux Russes le droit de choisir. La question est de savoir combien de temps lui, ou son successeur, pourra continuer à dire au peuple russe ce qu'il doit penser politiquement.

L'ÉVOLUTION DU DANEMARK VERS LES SIX

par

Johannes Boeggild

L'auteur de cet article est un spécialiste des questions du Marché commun et écrit pour le journal de Copenhague BERLINGSKE TIDENDE.



M. Boeggild

L'ATTITUDE du Danemark envers les Six et les Sept a été dominée par le fait que ses deux principaux marchés d'exportation — la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest — se trouvent dans des groupes différents. Cependant, il y a des changements en perspective et, le 8 juin dernier, le ministre danois des Affaires étrangères, M. Krag, définissait la position de son pays vis-à-vis du Marché commun. Dans une déclaration à la Chambre (Folketing), il disait qu'une décision britannique de se joindre aux Six serait accueillie avec joie par son gouvernement, car un Marché commun qui comprendrait à la fois la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest pourrait lever la discrimination commerciale dont les exportations danoises souffrent constamment. Le Danemark déciderait de négocier son entrée au Marché commun dès qu'une décision similaire aurait été prise par la Grande-Bretagne. Cette dernière, en se rapprochant des Six, accomplit un geste qui est à l'avantage de tous les membres de l'EFTA, affirma le ministre. Mais il ajouta qu'il faudrait néanmoins trouver des solutions satisfaisantes pour les membres neutres de l'EFTA qui ne peuvent pas s'engager politiquement vis-à-vis de la Communauté économique européenne.

Cette déclaration officielle marque un tournant décisif dans la politique européenne du Danemark. C'est le début de la quatrième et dernière phase de l'évolution de ce pays vers les Six, évolu-

tion qui se poursuit depuis que le Marché commun est devenu une réalité européenne en 1957.

Trois facteurs

La position officielle du Danemark vis-à-vis de la Communauté économique et politique qui prend forme en Europe, s'est toujours appuyée sur trois facteurs essentiels.

Tout d'abord, c'est un fait inéluctable que la plupart des exportations danoises se font vers les marchés européens. Ces exportations sont, en outre, presque équitablement réparties entre le groupe du Marché commun d'une part, et la Grande-Bretagne ainsi que les petites nations européennes étrangères au Marché commun, d'autre part. La scission de l'Europe occidentale en deux blocs commerciaux concurrents a, en s'approfondissant, exposé les exportations danoises à une menace sérieuse. L'intérêt qu'avait le Danemark à éviter un partage de l'Europe commerciale sautait alors aux yeux. Aussi les efforts danois se sont-ils orientés vers la découverte d'une solution européenne aussi large que possible, comprenant à la fois le Marché commun et les pays en dehors de la Communauté des Six.

En second lieu, le Danemark, pour des raisons politiques, sociales, culturelles et économiques ne désirait pas couper les liens étroits qui l'attachaient à la Grande-Bretagne. Il va sans dire qu'une accession isolée du Danemark au Traité de Rome pouvait faire courir des risques aux exportations

danoises vers le marché britannique, même si l'importance de tels risques économiques paraissait discutable. Mais le risque d'entrer dans une communauté politique dominée par les Etats de l'Europe continentale et, par conséquent, hors de l'influence britannique sur le plan social, politique et culturel, a sans doute influencé davantage la politique commerciale danoise.

C'est pour des raisons similaires que le Danemark a tenu, en troisième lieu, à ne pas rompre les liens étroits avec les autres pays scandinaves. Il existait aussi le sentiment populaire d'une communauté d'intérêts entre les pays nordiques, puissant élément moteur de la politique commerciale adoptée par le Danemark. On a toujours insisté sur l'importance du rapprochement de ces pays. Et, même actuellement, le gouvernement et les partis politiques, face à la possibilité d'entrer dans un marché européen comprenant à la fois la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, sont résolus à préserver la communauté scandinave de sentiments et d'intérêts, en frayant le chemin à la Suède, pour qu'elle aussi devienne membre du Marché commun.

Attitude prudente

D'après ces considérations générales, le Danemark semble évidemment adopter au départ, vis-à-vis du Marché commun, une attitude que l'on pourrait qualifier de circonspecte. Nous envisagions avec anxiété, il est vrai, l'avenir des exportations agricoles vers l'Allemagne occidentale, si le Danemark restait en dehors de la Communauté. Mais le souci que nous causait l'avenir de nos relations culturelles, politiques et économiques avec la Grande-Bretagne et les pays nordiques — dans l'hypothèse d'une intégration danoise au Marché commun — fit pencher la balance. Tandis qu'il laissait pendante la question de cette participation, le gouvernement danois appuyait les propositions britanniques d'une zone de libre échange qui furent soumises à l'OECE et négociées pendant près de deux ans au comité Maudling. A part des réserves quant au projet tendant à exclure certains produits agricoles de la zone de libre échange, le gouvernement pouvait chercher à obtenir une solution de cette nature, dans le cadre de l'OECE. Ses efforts avaient le soutien des partis d'opposition danois, des organisations commerciales et des syndicats.

L'idée initiale d'une zone de libre échange cadrait parfaitement avec les intérêts et la mentalité des Danois, du point de vue positif aussi bien que négatif. Que la zone de libre échange fût destinée à englober tous les pays de l'OECE, cela constituait un mérite économique évident, de même que l'absence d'un tarif douanier extérieur commun, puisqu'il s'agissait d'un petit pays, traditionnellement engagé dans une politique de bas tarifs douaniers. Le fait que la zone de libre échange ne devait pas rompre la moindre attache entre la Grande-Bretagne et la Scandinavie séduisait le cœur des Danois au

même titre que l'absence d'autorités supranationales, ce qui leur évitait de voir leurs positions nationales soumises aux fortes influences des pays de l'Europe continentale. Dans les domaines économique et sentimental, le Danemark s'appuyait sur la Grande-Bretagne et la Scandinavie, et la population danoise n'était absolument pas préparée à jouer les pionniers en Europe. C'est pourquoi la solution du libre échange semblait presque idéale à la majorité des Danois et, jusqu'à l'échec des négociations du comité Maudling en novembre 1958, aucune autre politique ne fut sérieusement envisagée.

Large solution Européenne

C'est, cependant, l'effondrement des marchés qui caractérisa alors la seconde phase de la politique commerciale au Danemark.

Le gouvernement et sa majorité parlementaire, ayant réalisé que l'idée d'une zone de libre échange avait été carrément écartée par la France et le Marché commun tout entier, n'en furent pas autrement impressionnés. Ils espéraient toujours que la fin ultime visée par les promoteurs, à savoir une large solution européenne, pourrait prendre corps dans un avenir prévisible. Tous leurs espoirs visaient à l'établissement d'une sorte d'association multilatérale entre le Marché commun et les « outsiders » européens, avant qu'une discrimination atteignant les exportations danoises (avec un retentissement sur nos débouchés dans la Communauté européenne) n'ait causé un trop grand préjudice. S'efforçant de retarder ces difficultés, le gouvernement réussit à conclure un accord agricole à long terme avec l'Allemagne de l'Ouest. Cet accord eut des résultats satisfaisants dans la mesure où l'on assigna une limite plus étroite à toute diminution des exportations danoises. Le contingentement prévu par les accords à long terme était souvent inférieur aux quantités exportées en réalité. L'accord ne couvrait, en outre, qu'une partie des produits agricoles exportés. En conséquence, cet accord à long terme ne permit pas de protéger les exportations agricoles danoises contre les effets préférentiels pratiqués au Marché commun. Les milieux agricoles et les partis d'opposition s'inquiétaient de plus en plus de l'avenir des exportations danoises vers le Marché commun et le soutien jusqu'alors unanime des partis politiques d'opposition et des organisations commerciales se relâcha en partie.

Les agriculteurs et le Parti Venstre (le plus grand des deux partis d'opposition), réclamaient à grands cris l'accession danoise au Traité de Rome ou, tout au moins, une association bilatérale avec le Marché commun. Ils poussaient le gouvernement à entamer des négociations avec les Six. Ils soutenaient que l'économie danoise ne pouvait se permettre de rester en dehors de ce Marché commun en expansion jusqu'à l'accomplissement de l'unification européenne. On jugeait sans gravité le risque de perdre des occasions d'exporter vers le marché

alimentaire britannique. D'un point de vue purement économique et commercial, on pouvait soutenir qu'en attendant une solution largement européenne, le Danemark aurait intérêt à entrer au Marché commun plutôt qu'à y rester étranger. En tout cas, ce fut surtout pour des raisons non-économiques que la majorité parlementaire danoise refusa même d'envisager sa candidature au Marché commun.

Naissance de l'EFTA

L'évolution du marché danois entraînait dans sa troisième phase en mai 1959. A première vue, la proposition d'établir l'EFTA en tant qu'organisme européen indépendant ne souriait pas beaucoup au gouvernement. Comme toute autre solution européenne partielle, elle ne réunissait pas les deux principaux marchés européens du Danemark et, par conséquent, ne mettait pas les exportations danoises vers le Marché commun à l'abri des discriminations. En outre, le gouvernement craignait une guerre commerciale entre le Marché commun et l'EFTA, qui aurait pu résulter de la pression exercée par cette dernière sur les Six pour obtenir une association plus souple entre l'EFTA et la Communauté économique européenne. La proposition suédoise sur l'établissement de l'EFTA, qui fut d'inspiration britannique, rencontra peu d'enthousiasme de la part du gouvernement danois. Cependant, la Grande-Bretagne et la Suède insistèrent et l'on sentit que le Danemark ne pouvait pas rester à la fois en dehors du Marché commun et de l'EFTA. Le gouvernement s'inclina finalement et signa l'accord de l'EFTA.

Depuis lors, le Danemark s'est trouvé lié à l'EFTA, mais même le gouvernement et les deux partis gouvernementaux se sont montrés peu enthousiastes. Ils ont sans cesse insisté sur le fait que cela ne constitue pas une solution définitive, qu'il ne s'agit que d'un chemin détourné pour obtenir une large solution européenne et d'un moyen de créer une Europe économiquement unie. Le gouvernement espérait toujours que l'EFTA se montrerait capable de forcer ou d'amener le Marché commun à réexaminer les possibilités d'une association multilatérale. On peut se demander quand le gouvernement danois abandonna tout espoir à ce sujet. En juin dernier seulement, le ministre des Affaires étrangères admettait ouvertement que les espérances du gouvernement avaient été frustrées. Mais, pendant toute la durée de l'EFTA, le gouvernement ne cacha pas son inquiétude concernant l'orientation des exportations danoises vers le Marché commun.

Statistiques inquiétantes

Il y a quelques mois, le bureau danois des statistiques publiait une analyse des exportations agricoles danoises entre 1958 et 1960, les comparant à celles de la France et de la Hollande, au cours de la même période. L'analyse faisait ressortir l'écart sensible entre le progrès réalisé par les exportations de ces trois pays : au Danemark il

n'était que de 15 %, en Hollande de 26 % et en France de presque 100 %. Le bureau des statistiques, en concluant que cette différence était due, en grande partie, au fait que les exportations dirigées vers le Marché commun augmentaient en France et en Hollande, tandis qu'au Danemark, elles restaient stationnaires.

Le syndicat des agriculteurs danois apporta des éclaircissements supplémentaires sur les conséquences du traitement discriminatoire appliqué aux exportations agricoles danoises dans le Marché commun. Un rapport publié récemment révèle que, dans le domaine des importations allemandes en viande et en bétail, la contribution du Danemark est tombée de 67 % en 1958 à 54 % en 1960 et 48 % au cours des deux premiers mois de 1961. Le pourcentage réalisé par les producteurs du Marché commun (autres que l'Allemagne) s'élevait, réciproquement, à moins de 1/2 % en 1958, 17 % en 1960 et 27 % en janvier-février de l'année en cours. On peut déceler une tendance similaire pour d'autres produits agricoles et le rapport déclare que, malgré le contrat à long terme avec l'Allemagne occidentale, les exportations agricoles danoises vers ce pays ne pourront pas être maintenues. Les discriminations appliquées aux tarifs et au contingentement se font cruellement sentir et cette tendance s'accroît même plus vite que ne l'avaient prévu les syndicats d'agriculteurs.

L'influence française

Ces mauvais résultats ont accru le ressentiment éprouvé contre la politique commerciale du gouvernement danois dans les groupes influents de l'opposition. Le gouvernement a donc cherché à aider l'exportation danoise grâce à un rapprochement entre la Grande-Bretagne et les puissances du Marché commun. En particulier, quand le plan Mansholt fut publié, il apparut clairement que l'Allemagne ne saurait résister indéfiniment à la pression française pour la mise en œuvre rapide d'une politique agricole commune, dans le cadre des Six. Les doutes concernant la coopération au sein du Marché commun furent éclipsés par les craintes pour l'exportation si le Danemark restait en dehors des Six. Au cours d'un débat parlementaire en mars 1961, le ministre des Affaires étrangères aborda la question des négociations préliminaires entre les représentants français et britanniques. Mais il insista sur le fait qu'une association entre l'EFTA et le Marché commun lui semblait plus probable qu'un ralliement au Marché commun de la Grande-Bretagne et, peut-être, d'autres pays de l'EFTA. Le gouvernement n'avait évidemment pas abandonné l'espoir d'une association plus souple, même si son désir de participer au Marché commun (à condition que la Grande-Bretagne en fasse de même) allait en grandissant.

Quelques semaines plus tard, la nouvelle orientation britannique accélérerait la transformation du marché danois. Le 18 avril, le gouvernement de

Copenhague déclarait au Foreign Office que le Danemark se réjouissait d'apprendre que la Grande-Bretagne envisageait une négociation avec les Six. Il précisait qu'une telle démarche serait, sans doute, immédiatement suivie par une décision similaire du Danemark, qui aimerait donc être prévenu à l'avance des intentions britanniques.

Un tournant historique

Ceci marque un tournant dans la politique commerciale danoise et l'inauguration de sa quatrième phase. En fait, c'est un renversement complet de l'attitude officielle adoptée jusqu'alors par le Danemark vis-à-vis du Marché commun. Le désir d'y entrer au plus vite remplace celui d'y rester étranger, même au prix d'une baisse des exportations vers les pays du Marché commun (si importants pour le commerce extérieur danois). Néanmoins, certains expliquent que la nouvelle politique n'est pas en contradiction avec celle qui avait été pratiquée jusqu'alors, ni avec les principes fondamentaux de la politique commerciale danoise. La nouvelle attitude britannique prépare peut-être la voie à une solution européenne, englobant à la fois les marchés britannique et allemand. C'est ce que le Danemark n'a jamais cessé d'espérer. On souligne aussi que la participation à un Marché commun considérablement étendu ne rompra aucun des liens avec la Grande-Bretagne et les autres pays scandinaves. D'ailleurs, aucune conséquence néfaste, qu'elle soit sociale, politique ou culturelle, n'est à craindre si ce Marché commun embrasse les Etats de l'Europe du Nord et de l'Ouest aussi bien que ceux de l'Europe continentale. Même la barrière douanière relativement haute qui entoure le Marché commun ne constitue pas un grave sujet de préoccupation, car le commerce à l'intérieur de cette zone va se trouver largement accru.

Point de vue officiel

La position officielle du Danemark vis-à-vis de l'évolution européenne fut exposée par le ministre des Affaires étrangères, au cours d'un débat à la Chambre (Folketing), le 8 juin. M. Jens Otto Krag disait :

« Le problème du commerce extérieur a pris une tournure nouvelle depuis la visite de M. Macmillan au Président Kennedy, au début du mois d'avril. La possibilité d'une accession de la Grande-Bretagne au Marché commun et au Traité de Rome s'est, depuis lors, trouvée au centre des délibérations britanniques. Les événements tendent vers le seul but qui soit satisfaisant pour le Danemark : la réunion des deux principaux marchés danois dans une même organisation. Il est dans l'intérêt du Danemark de soutenir cette orientation, mais nous devons souligner combien il est important d'associer au Marché commun les pays de l'EFTA qui, pour des raisons politiques, ne peuvent pas signer le Traité

de Rome. La Scandinavie et l'EFTA auraient un avantage commun à ce que le mouvement qui se produit actuellement dans le domaine des marchés, après des années de manœuvres, aboutisse à une solution raisonnable qui s'applique aux deux parties.

« Je veux aussi souligner que le gouvernement n'a pas l'intention d'entrer au Marché commun avant ou sans la Grande-Bretagne. C'est le changement d'attitude de ce pays qui a amené le Danemark à agir de même, car cela lui semble être la seule façon d'éviter une grave scission européenne.

« A ceux qui nous mettent en garde contre les dangers nationaux, culturels et politiques du Marché commun, je veux seulement dire ceci : bien qu'il soit peu probable que l'extension du Marché commun apporte de grands changements au Traité de Rome, la participation ou l'association de la Grande-Bretagne et de la Scandinavie tendra à diminuer de tels dangers. Je demeure persuadé que le Danemark préservera sa culture et son caractère national, même si les barrières économiques européennes sont supprimées.

« Pendant la période de négociation et de ratification, les exportations danoises vers le Marché commun **subiront peut-être** un sérieux préjudice si les Six appliquent de nouvelles mesures discriminatoires. Par conséquent, nous demandons que ces mesures soient différées jusqu'à ce que l'extension du Marché commun ait été réalisée. Il nous paraît illogique que les Six appliquent leurs plans agricoles sans tenir compte du désir manifesté par la Grande-Bretagne et le Danemark d'entrer au Marché commun. Mais il nous paraît logique que le Danemark soit, d'une façon ou d'une autre, admis à participer aux travaux préparatoires concernant la politique agricole du Marché commun. »

Majorité favorable

Il est pratiquement sûr que cette politique définie par le ministre des Affaires étrangères sera soutenue par une majorité écrasante à la Chambre danoise. Une certaine résistance se manifeste dans des milieux syndicaux et parmi les industries qui craignent la concurrence (surtout allemande), avec ses effets sur la production et l'emploi au Danemark. Les radicaux, qui forment un petit parti gouvernemental, sont également réticents pour des raisons surtout culturelles et politiques. Mais, devant un Marché commun qui engloberait à la fois la Grande-Bretagne et l'Allemagne, une résistance aussi faible disparaîtrait. L'acheminement du Danemark vers le Marché commun a été long et compliqué, car, au moment de sa création, le peuple danois n'était pas en mesure de prendre des engagements politiques et économiques à l'échelle européenne. Si la Grande-Bretagne en devient membre, alors le Danemark demandera à prendre sa place au sein d'une Europe unie.

LE CONTROLE DES ARMEMENTS

par **André Fontaine**

Chef du service étranger du journal Le Monde, l'auteur de cet article a aussi écrit un livre intitulé « L'Alliance atlantique à l'heure du dégel ».

DANS un monde où les armes nucléaires, quelle que soit l'ampleur de nos craintes et de notre aversion à leur égard, ont une place plus ou moins permanente, existe-t-il des mesures de contrôle des armements qui puissent réduire le danger de vivre avec elles ? » Telle est la question à laquelle entreprend de répondre M. Hedley Bull, tout au long du livre qu'il vient de consacrer au contrôle de la Course aux Armements (1). Cet ouvrage, publié sous les auspices de l'Institut des études stratégiques de Londres, est le second d'une série consacrée à des « études de sécurité internationale », brillamment inaugurée par l'essai de M. Alastair Buchan sur l'OTAN dans les années 60.

Il y a peu de domaines où l'information du grand public soit plus difficile à assurer. La complexité des négociations qui se poursuivent — vainement le plus souvent — depuis le début du siècle est telle en effet qu'il est impossible de s'y retrouver, à moins d'être soi-même un spécialiste ou de se satisfaire des mots d'ordre simplistes de la propagande. Le grand mérite de M. Bull, qui, né à Sidney, enseigne aujourd'hui les relations internationales à la **London School of Economics**, est d'avoir introduit dans ce débat crucial une totale clarté. Nulle concession sous sa plume à la démagogie, au sentimentalisme, à la littérature. C'est un véritable examen clinique, point par point, de l'ensemble du problème envisagé, dont il entend ne rien laisser dans l'ombre, puisqu'il va même jusqu'à consacrer un chapitre aux armes qui n'existent pas encore. Ce qui n'est pas le moins du monde paradoxal : une fois admis comme il le fait qu'on n'arrête pas le progrès en matière militaire, et que toute prohibition pousse les techniciens à chercher les moyens de la tourner ou d'en limiter les effets, il est clair qu'un accord sur le désarmement — ou le contrôle de certains armements — qui se baserait, pour reprendre son expression, sur « une technologie statique » ne répondrait pas à son objet.

Avant d'en arriver là, M. Bull commence, c'est le moins qu'on en puisse dire, par le commencement. Il refuse d'accepter le moindre postulat, comme de fermer les yeux devant les réalités, fussent-elles les plus désagréables. Cette attitude est particulièrement remarquable lorsqu'il aborde le problème

moral de la guerre : « **Aucun grand conflit humain, écrit-il, ne peut être regardé comme une lutte du bon droit et du tort ; chacun, dans la mesure où il s'agit d'une lutte morale, est une lutte de bon droit contre bon droit : autrement dit, une tragédie... la préservation du mode de vie ou des différents modes de vie représentés dans le monde occidental et le fait qu'on soit préparé à recourir à la guerre ou à la menace de guerre pour la défendre ne suffisent pas à fonder le bon droit... aucune manière de vivre n'est particulièrement favorisée par Dieu, l'histoire ou la nature : et toutes, à longue échéance sont vouées à être dépassées...** » Il va plus loin en admettant qu'après tout, il n'y a pas de telles différences entre les deux systèmes occidental et communiste et en écrivant : « **il peut se faire qu'un certain nombre de nations se trouvent dans la position où elles ne pourraient sauvegarder leur survivance physique... qu'en sacrifiant leurs institutions politiques, sociales et économiques par l'ancienne recette de la capitulation... Je ne crois pas que ce soit le cas présentement, mais s'il en était ainsi, je ne doute pas que la capitulation serait le meilleur choix. C'est la vue d'un fanatique que de préférer la destruction universelle à l'acceptation de la défaite.** »

Une fois introduites ces réserves qui feront sauter certains, M. Bull pose en principe que les armements vont subsister et isoler chaque aspect du problème de leur contrôle. Suivant une rigoureuse classification logique, il examine à son propos ce qu'il est 1) souhaitable, 2) techniquement possible, 3) politiquement concevable, de faire. Disons tout de suite qu'il est bien rare que des réponses favorables aux trois questions soient réunies et qu'il ressort de la lecture de ce livre un scepticisme et un pessimisme des plus décourageants. Surtout lorsqu'on songe que l'un des rares points positifs mentionnés par l'auteur a trait à la possibilité d'un accord sur l'arrêt contrôlé des essais nucléaires que l'évolution de l'attitude soviétique a rendu depuis hors de question pour longtemps...

M. Bull s'interroge d'abord sur la relation entre la course aux armements et la guerre. Bien que la première ne conduise pas nécessairement à la seconde, elle peut prendre une direction qui empêche de s'en protéger ; parmi d'autres raisons de tenter d'en dominer le cours, certaines peuvent prêter à discussion, mais celle-là suffit à justifier une attitude positive vis-à-vis des tentatives de contrôle.

(1) « The Control of the Arms Race », dans la collection « Studies in International Security », Weidenfeld & Nicolson, Londres, 215 pages (12 s. 6 d.).

L'équilibre thermonucléaire de toute façon ne suffit pas à assurer la sécurité. L'infériorité de l'ouest en matière d'armements classiques l'expose en effet soit à la défaite dans une guerre limitée soit à un conflit général désastreux, suivant le degré où est poussé le bluff. La relance par M. « K » de la crise de Berlin ne rend pas, hélas, cette éventualité absolument théorique.

Malheureusement, l'entrée en scène des armes modernes a rendu le problème de contrôle plus important et plus difficile à résoudre. M. Bull relève cependant deux terrains sur lesquels Moscou et Washington ont à première vue un intérêt commun : empêcher une guerre nucléaire d'éclater, prévenir l'extension du club nucléaire.

Dans une seconde partie, l'auteur s'attaque au désarmement contrôlé. Il met ses lecteurs en garde contre l'idée que le seul problème de la guerre moderne soit celui de la bombe atomique. En effet, d'une part les explosifs nucléaires ne sont que l'un des produits de la technique militaire moderne. D'autre part, il ne faut pas se dissimuler que le contexte technique de toute guerre à venir comprendra l'armement atomique. **« Il est impossible à un accord sur le désarmement, écrit-il, de restaurer un monde innocent de la technologie atomique »**. Aussi bien un désarmement atomique est-il presque impensable. Car il faudrait pour s'assurer sa réalité instituer un contrôle beaucoup plus strict que ce que le régime soviétique peut supporter. A supposer d'ailleurs l'accord conclu et les organismes d'inspection en place, quelle serait la sanction des infractions ? L'auteur a raison de poser cette question à laquelle on ne sait pas que qui que ce soit ait trouvé une réponse satisfaisante.

M. Bull examine ensuite dans le détail les problèmes posés dans le domaine des armements classiques, des armes bactériologiques, chimiques et radiologiques, de l'espace extra-atmosphérique, etc. Traitant du désarmement général, il ne cache pas son scepticisme, tout en déconseillant toute attitude a priori hostile. Mais il ajoute qu'en aucun cas l'accord sur le désarmement général ne doit être considéré comme la clé des accords partiels, sans quoi on risque de laisser passer les rares occasions qui pourraient se présenter.

Il rappelle également un certain nombre de vérités, évidentes mais trop souvent oubliées : le potentiel de guerre d'une nation ne réside pas seulement dans des armements, mais dans l'ensemble de ses ressources de toute nature ; aucun système de désarmement ne peut abolir la capacité physique de faire la guerre ; l'actuel **« équilibre de la terreur »** est de nature essentiellement temporaire ; rien ne garantit que la guerre thermo-nucléaire n'éclatera pas un jour, soit par accident, soit par extension pas un jour, soit par accident, soit par extension progressive d'un conflit de nature initialement limitée.

M. Bull s'intéresse particulièrement à deux problèmes, sur lesquels il lui paraît exister une convergence entre les deux super-grands : les attaques par surprise et la dissémination des armes nucléaires. Il estime que l'intérêt de l'un comme de l'autre est de veiller à les empêcher. Il lui paraît concevable d'envisager des mesures comme la limitation du nombre des fusées à grande distance, la création d'une force spéciale d'inspection internationale, qui aurait pour tâche, en époque de crise, d'apporter la preuve qu'il n'existe pas de préparatifs réels d'agression, le maintien de contacts étroits entre les gouvernements intéressés — pour éviter toute erreur de jugement sur les intentions de l'autre — l'arrêt des expériences nucléaires, la dénucléarisation des deux Allemagnes, etc.

« L'objet de cette enquête, écrit-il, dans sa conclusion, n'était pas de trancher la controverse sur la guerre et le désarmement, mais de l'éclairer en examinant d'un œil non prévenu les difficultés inhérentes à toutes les politiques ». Il y a réussi au point que M. John Strachey, l'ancien ministre travailliste de la Défense, a tenu à ajouter in fine un court commentaire dans lequel il déclare trouver trop négative l'approche de l'auteur, dont il redoute qu'elle n'encourage le fatalisme et la passivité. Il veut croire, quant à lui, à la possibilité à long terme de créer une certaine forme d'autorité mondiale capable d'assurer la paix à l'époque nucléaire. Mais il est d'accord avec M. Bull qu'en attendant ce jour béni, il est de première importance d'assurer et d'améliorer l'invulnérabilité des forces de représailles des deux camps.

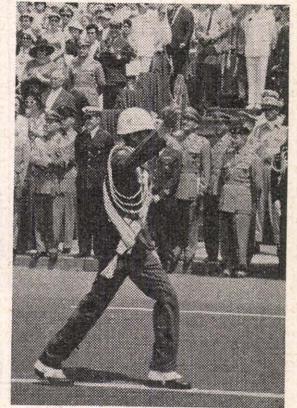
Ce bref compte rendu ne donne qu'une idée bien sommaire de la grande richesse du **« Contrôle de la Course aux Armements »**. Même si l'on ne partage pas toutes ses conclusions, il est d'une extrême utilité, du fait de l'obligation où il nous met, à chaque instant, de nous interroger sur chaque idée reçue. Certes, c'est plutôt un catalogue d'objections qu'un programme d'action. Mais il importe que ceux qui bataillent pour la paix et pour le désarmement, estimant à juste titre qu'il n'y a pas d'autre moyen de rendre espoir à l'humanité, connaissent bien les limites de l'action possible et les pièges qui s'ouvrent sous leurs pas.

On dira peut-être, au lendemain de Vienne et en pleine crise de Berlin que tout ce travail est vain, puisqu'aussi bien le monde se dirige vers une phase de tension accrue où les discussions sur le désarmement ne répondront plus à rien. Mais il faudra bien qu'un jour on prenne enfin conscience de l'impossibilité de recourir à la guerre pour résoudre les conflits — et donc que l'on s'efforce de trouver une meilleure utilisation aux milliards et aux milliards que l'on engloutit chaque jour dans la production d'armes dont on espère bien n'avoir jamais à se servir.

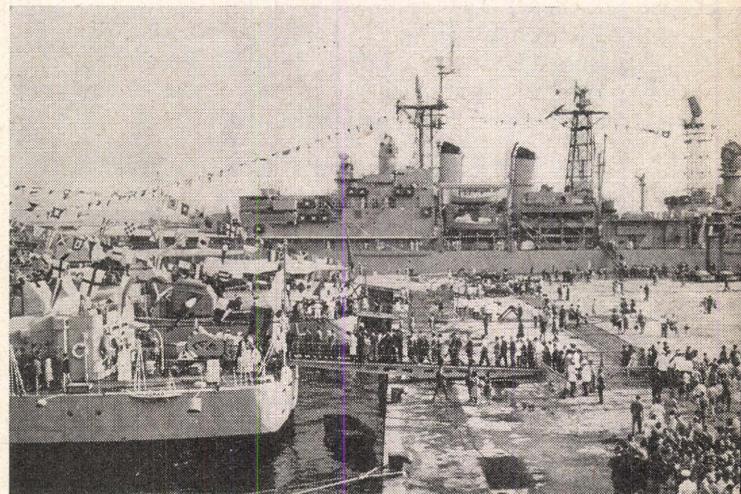
Xème ANNIVERSAIRE



Des milliers de soldats, de marins et d'aviateurs ont participé au programme pittoresque qui s'est déroulé les 18 et 19 juin dans les rues de Naples à l'occasion du Dixième Anniversaire des Forces alliées du Sud-Europe (AFSOUTH), en présence des personnalités civiles et militaires les plus importantes.



L'Amiral C.R. Brown, de la Marine américaine, Commandant en Chef Sud-Europe, avec le Général Umberto de Martino, Commandant militaire italien de la région de Naples.



On fait la queue dans le port de Naples pour monter sur les navires de guerre. Au centre, le vaisseau américain « Springfield », qui bat pavillon de l'Amiral Anderson, commandant la Sixième Flotte.

En avant, marche ! La musique des Bersaglieri avec leurs chapeaux à plumes.



Portant leurs jupes courtes traditionnelles, les Evzones grecs défilent.



La musique des Carabinieri montée venue de Rome avec ses chevaux blancs.



D' A F S O U T H

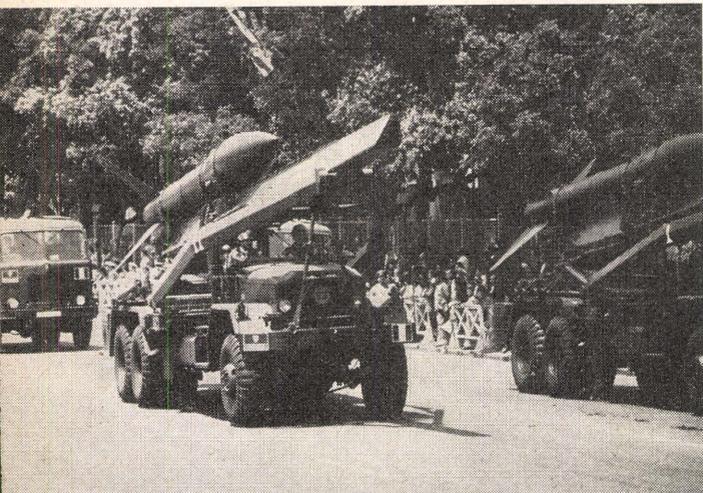


Le clou des cérémonies fut un défilé de forces terrestres des Etats-Unis, de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la Turquie. L'équipement montré au public comprenait des armes pour l'infanterie légère, des fusées, des chars, des navires de guerre et des avions à réaction.

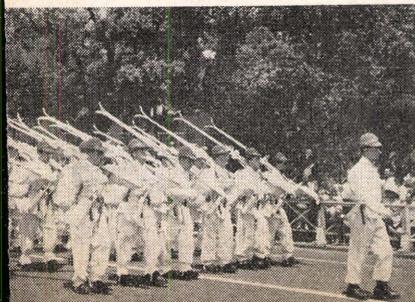


Sur une estrade dressée devant le Monumento a Diaz, M. Giulio Andreotti, Ministre italien de la Défense, et l'Amiral Charles R. Brown, assistèrent à un défilé aérien et à une revue navale.

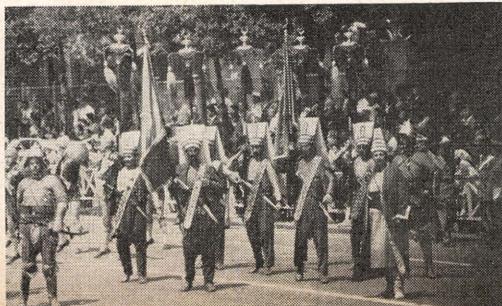
Une unité italienne dotée de fusées « Honest John ». Les autres fusées présentées pendant le défilé ou exposées dans la ville furent soit téléguidées, air-air (« Sidewinder ») ou anti-aériennes (« Nike-Hercules »).



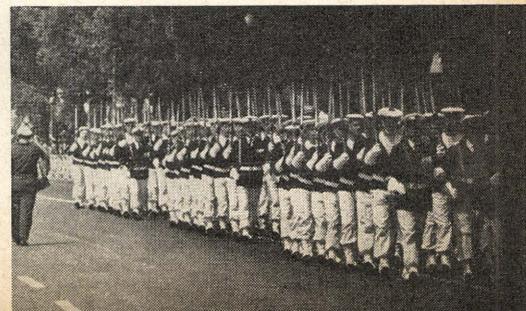
de blanc, les Alpini du Nord de
ie portent leurs skis sur l'épaule.



Les Janissaires venus de Turquie ont des uniformes vieux de plusieurs siècles.

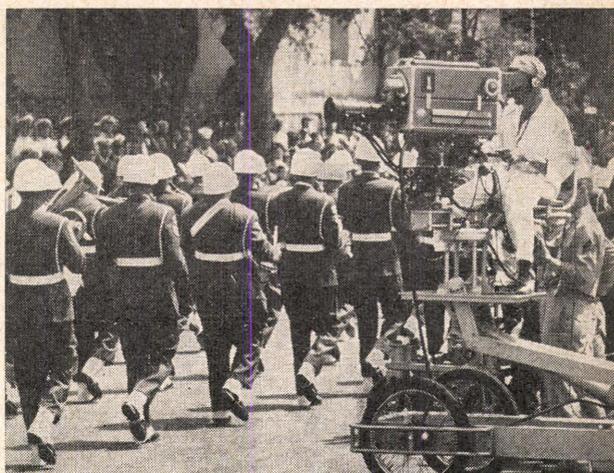


Les troupes navales françaises ont aussi participé à ce magnifique défilé.





Parmi les 700 musiciens qui jouèrent des airs militaires, voici ceux de la Sixième Flotte.



Cette manifestation impressionnante fut admirée non seulement par la foule sur les trottoirs, mais aussi par les innombrables téléspectateurs. Ci-dessus un appareil est en train de filmer le défilé.

« Nous, les militaires de cette région, sommes fiers de l'esprit qui règne dans notre organisation et de la force défensive que nous avons pu lui donner. Mais nous sommes pleinement conscients du fait que le degré de solidarité dans cette région, comme dans toute autre, dépend de l'esprit des peuples, qui doivent toujours fournir la source ultime de notre force. Si certains sont assez naïfs pour en douter, je peux les assurer que les peuples de cette région ne manquent pas de l'esprit nécessaire. Les soldats, marins et aviateurs d'AFSOUTH trouvent chez eux un soutien et une volonté qui n'ont jamais été surpassés ».

L'Amiral C.R. Brown, au dîner du 18 juin 1961 pour le X^e anniversaire d'AFSOUTH.

Parmi les attractions offertes sur la Piazza Plebiscito, l'une des plus populaires fut les séances de cinéma permanentes dans le camion de l'OTAN.



(Photos OTAN par Michel Descamps)

LE FORUM MONDIAL DE LA JEUNESSE

par

Geoffrey Hoare

UNE fois de plus, Khrouchtchev intensifie la guerre froide et menace l'Occident d'une crise à Berlin. Vraisemblablement, comme cela s'est déjà produit, la crise entrera dans une phase aiguë, puis les Russes relâcheront leur pression et la tension se calmera. Il s'agit en réalité d'une manœuvre soviétique typique. La guerre des nerfs devient une phase de la guerre froide ; à la tension succède la détente. On répand l'incertitude et la peur, puis on apporte des apaisements qui engendrent un sentiment de soulagement et un optimisme illusoire. Mais dans un autre champ d'action, la pression soviétique ne cesse jamais de s'exercer. L'U.R.S.S. livre toujours une guerre totale pour s'assurer la domination des esprits et dans cette lutte elle emploie, non seulement les vieilles techniques éprouvées, mais aussi de nouvelles et insidieuses méthodes.

La dernière en date est ce que les Russes ont appelé le Forum Mondial de la Jeunesse qui se tient à Moscou du 25 juillet au 3 août. Revêtu comme toujours d'une apparence de liberté, — on parle de participation internationale et de procédure démocratique, — cette manifestation n'en est pas moins une initiative entièrement soviétique, préparée et organisée par Moscou avec minutie et détermination. Elle sert uniquement les fins du communisme. Elle fait partie intégrante d'un plan d'ensemble qui vise à embrigader la jeunesse de tous les pays, et plus particulièrement celle des nouveaux Etats d'Afrique encore non engagés.

Une affaire sérieuse

Ce Forum fait suite à des manifestations similaires que les Russes ont déjà organisées, mais qu'ils veulent améliorer, car, dans l'optique soviétique, elles n'étaient pas entièrement réussies. En effet, ils ont jugé que la tâche austère qui consiste à répandre l'Évangile communiste avait été allégée au cours des Festivals précédents, par des revues militaires, des rencontres sportives et, d'une manière générale, par trop de jeux et d'amusements. Ce Forum, selon une déclaration en date du 14 mars émanant du Secrétariat Permanent, « sera une rencontre de la jeunesse éprise de paix qui désire renforcer sa solidarité, améliorer la compréhension mutuelle et multiplier les efforts qui tendent à faire triompher l'indépendance nationale et la coexistence

pacifique ». Des jeunes, appartenant à tous les pays et à toutes les organisations internationales qui consentent à envoyer des délégations, se réunissent « pour procéder à une confrontation sérieuse et approfondie de leurs vues ». Le Forum, cette fois, met l'accent sur les séminaires et les groupes d'études, et ce n'est qu'une fois ses travaux achevés, que les participants pourront se détendre « en parcourant librement l'Union Soviétique » — une offre de voyage qui fait l'effet d'un pot-de-vin ou d'une récompense.

L'Union Soviétique attache une grande importance à ce Forum qui fut proposé pour la première fois à Prague en août 1959 par la délégation soviétique à la V^e Assemblée de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (communiste). En septembre 1960, ce projet prenait forme : une assemblée constituante de ce qui devait être appelé la Commission Internationale Préparatoire, fut convoquée à Moscou par la Commission Soviétique des Organisations de la Jeunesse. Elle avait pour tâche de constituer les trois organismes suivants chargés de mettre au point le Forum.

1) **Le Comité Mondial pour le soutien du Forum**, un groupe amorphe composé de tous ceux qui avaient pris part à la réunion préparatoire, et de « tous ceux qui exprimeraient le désir de se joindre à ce mouvement ».

2) **Le Conseil du Comité Mondial** qui se donnait pour tâche d'établir le programme définitif du Forum, d'indiquer la procédure à suivre, d'attribuer les quotas et de choisir les orateurs. Le Conseil « décida » également de limiter le nombre total des participants à 700, alors que 17.000 personnes avaient pris part au dernier Festival Mondial de la Jeunesse. C'était là, en effet, une réunion bien trop vaste pour permettre aux dirigeants soviétiques d'exercer un contrôle politique efficace. Bien qu'on ait laissé au Conseil l'impression qu'il décidait lui-même de tous les détails, en fait, il apparaît clairement que les décisions étaient prises par le Secrétariat Permanent, et vraisemblablement par son membre le plus important, le représentant soviétique, tandis que les délégués de la Jeunesse Mondiale, aussi enthousiastes que naïfs, se contentaient de donner leur assentiment à tout ce qui leur était soumis. La composition du Conseil, constitué par les délégués de 43 pays, est intéressante. Le groupe le

plus important est formé par les représentants de 14 pays du groupe afro-asiatique : l'Algérie, le Cambodge, Ceylan, la République du Congo, le Ghana, la Guinée, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, le Nigéria, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie et la République Arabe Unie. Viennent ensuite un groupe représentant 11 pays de l'Amérique Latine et un groupe réunissant 10 démocraties occidentales parmi lesquelles, toutefois, le Japon est inclus pour faciliter les groupements. Des pays tels que le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Australie et le Canada où les communistes ne forment qu'une minorité négligeable sont représentés au même titre que la France et l'Italie par exemple, où le parti communiste est très important. Enfin, on y trouve 8 pays essentiellement communistes.

3) **Le Secrétariat Permanent** qui, avec la Commission Soviétique de direction, est responsable en dernier ressort de la planification et de l'organisation du Forum. Remarquons que, ici aussi, sur 10 membres, 3 viennent d'Afrique : Brahim Boutaleb (Maroc : Confédération des Etudiants du Maghreb), Soumare Goursissy (Guinée : Ralliement de la Jeunesse Africaine Démocratique), et le Rev. Jacob S. Stephens (Ghana : Les Jeunes Pionniers) et deux de l'Amérique latine (Nelson Vanuzzi de l'Union Nationale Brésilienne des Etudiants et un représentant de l'Association des Jeunes Rebelles Cubains). Conformément à la ligne de conduite soviétique qui consiste à donner la prééminence aux Etats africains non engagés, une place en vue a été accordée au délégué du Maroc, Brahim Boutaleb, présenté comme le premier porte-parole du Secrétariat à une Conférence de presse donnée à Moscou le 14 mars. Mais la personne qui est véritablement à la tête du Secrétariat et dirige en fait le Forum est le délégué soviétique Vladislav Schevchenko. C'est un des dirigeants les plus expérimentés de la Jeunesse communiste ; il est vice-président du Comité des Organisations de la Jeunesse en Russie et Secrétaire de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique dominée par les communistes.

Le thème

Le Forum s'est donné un thème : « La jeunesse du milieu du XX^e siècle et ses problèmes ». Pour ouvrir les travaux d'une manière appropriée, un membre du Secrétariat Permanent fut demandé de présenter un rapport sur : « le Forum en tant que moyen de promouvoir l'esprit de coexistence pacifique, la coopération internationale, les principes de l'indépendance nationale et le droit des jeunes à un avenir heureux ». Pendant trois jours, le Forum, réuni en session plénière, a étudié des sujets secondaires, tels que : « Jeunesse, Compréhension, Coopération et Coexistence pacifique », « La Jeunesse et la Lutte contre le colonialisme », « La Jeunesse et le Désarmement », etc. Les organisateurs avaient déjà désigné les pays qui fourniraient les

orateurs. Ainsi, ce sont les délégués de l'Algérie, de Cuba et de la Belgique qui furent choisis pour prendre la parole sur le sujet de « La Jeunesse et la Lutte contre le Colonialisme ». Puis le Forum a formé 8 Commissions qui, pendant 4 jours, devaient discuter en détail de sujets similaires, avant que ne soient établis les projets de résolution à soumettre à la dernière session plénière.

Une fois de plus le Secrétariat a suggéré avec beaucoup de prévenance quels seraient les pays qui fourniraient les présidents de ces différentes commissions, et il est intéressant de remarquer que ce sont les délégués du Sénégal et de la Guinée qui présidèrent les deux commissions les plus importantes, celles où sont débattus les problèmes de la compréhension, la coopération et la coexistence pacifique, la lutte pour l'indépendance nationale et la reconstruction nationale. Il est étrange que le Président de la Sous-Commission chargée d'étudier les problèmes des étudiants dans le groupe sur « la Jeunesse, ses Droits et ses Devoirs dans la Société » soit originaire du Royaume-Uni et encore plus étrange que ce soit l'Irak qui préside la Sous-Commission de la Condition de la Femme.

A ces grandes réunions, séances plénières et séances de commissions, s'ajoutent les activités du « Club du Forum ». Ce dernier donne l'occasion aux délégués et particulièrement (souligne-t-on) à ceux des organisations internationales et autres de se rencontrer pour discuter de leurs problèmes et des sujets qui n'ont pas été inclus dans l'ordre du jour. Toutefois, même pour ces réunions d'un caractère moins officiel, les organisateurs du Forum ont « suggéré » les sujets qui pourraient être discutés. Ainsi pour faire diversion aux débats tenus au cours des séances plénières qui portent sur des problèmes vastes et massifs, on fait valoir que le Club est l'endroit où l'on peut examiner les tendances actuelles des arts — littérature, peinture, théâtre et cinéma —. On ne parle pas de réceptions, de sorties, de distractions : il s'agit d'un Forum et non d'un Festival.

Les indésirables

Le Secrétariat permanent affirma que les 700 participants seraient délégués par 70 pays et représenteraient 100 organisations de jeunesse mondiales, ce qui n'est pas un chiffre très élevé si on considère que le Forum est sensé être ouvert à toutes les organisations, à l'exception « des groupements négligeables de fascistes et de racistes qui ne tiennent aucun compte des principes démocratiques de la Charte des Nations Unies ». Toutefois, plusieurs facteurs permettent aux organisateurs de choisir ou de limiter la participation. En effet, le Conseil Mondial, c'est-à-dire le Secrétariat Permanent, se donne pour tâche « d'attribuer les quotas ». Il peut, par conséquent, limiter le nombre des par-

ticipants des organisations de la jeunesse occidentale politiquement plus mûre et augmenter le nombre des représentants plus malléables venus d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine, parties du monde que l'U.R.S.S. cherche actuellement à endoctriner et à gagner à sa cause. Pour faciliter le choix du représentant idéal, des Comités Nationaux pour le Forum furent constitués dans de nombreux pays. Les postulants qui ne seraient pas les bienvenus peuvent être éliminés grâce à une interprétation arbitraire de la clause sur les « groupes fascistes ou racistes » qui sont textuellement exclus.

D'autre part, un fonds fut créé pour aider les jeunes gens « des colonies et des pays sous-développés » à prendre part au Forum. Il fut alimenté par les moyens habituels : collectes, donations, ventes de timbres commémoratifs, etc. Pour obtenir des contributions, le Secrétariat Permanent se mit en rapport avec des personnalités privées ou des organisations internationales dans plusieurs pays. Ceux qui voulaient prêter leur concours à ce Forum durent verser un montant minimum de \$ 50 ou son équivalent, mais là où il fallait tenir compte de « difficultés spéciales » (sans doute des restrictions de devises) la contribution put être acquittée en nature plutôt qu'en espèces.

Mais, par certaines mesures, les promoteurs soviétiques témoignèrent de leur vif désir d'obtenir la participation d'organisations bien cotées non communistes pour augmenter le prestige de cette manifestation et lui donner une valeur plus grande en tant qu'arme de propagande auprès des pays d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique Latine dont la séduction est le but inavoué du Forum. Pour obtenir la participation de ces organisations, les Soviets ont promis la liberté de discussion, le vote à l'unanimité et le choix du programme par tous.

Invitations refusées

Ils sont allés plus loin et ont essayé de répondre à quelques objections spécifiques que leur faisaient des organisations occidentales sur certains aspects du Forum, telles que les conditions mises à la participation. Il nous paraît évident que c'est là essayer de concilier des positions irréconciliables : si les conditions dans lesquelles se tient le Forum étaient telles que l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse (non communiste) ou que le Secrétariat de Coordination des Unions Nationales d'Etudiants, pouvaient y prendre part, alors ce même Forum ne saurait atteindre les buts que ses promoteurs lui assignent. D'ailleurs la réaction de l'Union Internationale des Jeunes Socialistes (UIJS) indique clairement où se situe la ligne de démarcation entre les deux camps. Au cours de son VI^e Congrès, tenu à Vienne en octobre 1960, l'U.I.J.S. a adopté une résolution aux termes de laquelle elle déclarait que,

tout en étant favorable aux rencontres des jeunes, une amère expérience lui avait appris que celles organisées par des groupements sous la domination des communistes, tels que la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, ou l'Union Internationale des Etudiants, étaient des « manifestations en faveur de la politique étrangère de l'Union soviétique ». L'U.I.J.S. déclara qu'aucun de ses organismes membres ne participerait au Forum si certains points n'étaient pas ajoutés à l'ordre du jour. Ces points devaient porter sur « la suppression des droits démocratiques dans les pays communistes de l'Europe Orientale et au Tibet », et sur « le droit des jeunes à organiser des mouvements indépendants dans ces pays ». Ces conditions n'ayant pas été remplies, l'U.I.J.S. et les groupements qui en dépendent ne participèrent pas à ce Forum.

Devant ce refus et d'autres semblables, les promoteurs soviétiques ont adopté une attitude très simple : ils tournent la difficulté en dénaturant la vérité. C'est ainsi que des organismes tels que l'UNESCO, l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse, le Secrétariat de Coordination des Unions Nationales d'Etudiants ou l'Union Nationale des Etudiants de l'Angleterre, du Pays de Galles et de l'Irlande du Nord, qui ont tous refusé d'envoyer des délégations, sont inscrits sur la liste de ceux qui participent activement au Forum.

Une manœuvre

Pour les observateurs occidentaux, le but que vise le Gouvernement Soviétique en organisant ce Forum de la Jeunesse ne fait aucun doute. C'est ainsi que le décrit avec concision le Conseil National de la Jeunesse d'Australie « Le Forum de Moscou est clairement une manœuvre de la stratégie communiste pour attirer la jeunesse (organisée ou non) dans une action commune avec la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, essentiellement communiste. Cette organisation a donné des preuves certaines de son alignement sur la politique étrangère soviétique ». Un homme averti n'en vaut pas nécessairement deux, car le Forum est un appât destiné à séduire les pays non-engagés et, plus particulièrement, les jeunes hommes et les jeunes femmes politiquement non éveillés et inconscients du danger qui les menace. L'U.R.S.S. n'a pas réussi à gagner à sa cause les dirigeants des jeunes Etats d'Afrique, hommes bien éduqués et formés par l'Angleterre ou la France. La Russie s'efforce maintenant de capturer les esprits et gagner l'allégeance des dirigeants de la jeunesse actuelle qui seront les chefs politiques de demain. « Et même si, » comme l'écrit **Il Giornale d'Italia**, le quotidien indépendant de Rome, « ces futurs cadres n'acceptent pas l'étiquette de communiste, mais se conforment en faits aux ordres et aux intérêts de l'Union soviétique, le Forum Mondial de la Jeunesse est un nouveau défi lancé au monde occidental ».

LA JEUNESSE ATLANTIQUE EN VEDETTE

Les problèmes de la jeunesse dans les pays de l'OTAN ont récemment fait l'objet de deux réunions importantes. D'une part, un séminaire pour dirigeants de la Jeunesse s'est déroulé à Jessheim, près d'Oslo. D'autre part, la Réunion du Comité exécutif de la Deuxième Conférence Atlantique des Jeunes dirigeants politiques a eu lieu au siège de l'Otan à Paris.

Le Séminaire en Norvège réunissait 25 dirigeants de la Jeunesse appartenant à tous les pays de l'Alliance, sauf l'Italie et le Luxembourg. Organisée sous les auspices du Service de l'Information de l'OTAN, cette session avait néanmoins été préparée par un Comité norvégien pour les contacts internationaux entre jeunes. Des conférences furent données par plusieurs personnalités norvégiennes du monde politique, économique et pédagogique, y compris M. Per Gustavssen de la Banque de Norvège et M. Finn Moe, Président de la Commission des Affaires Etrangères au **Storting**. Le Dr Lewis Coser, un professeur américain actuellement en Norvège, M. François-Didier Gregh, Secrétaire Général Délégué de l'OTAN et M. Robin Hooper, Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires politiques de l'OTAN, ont aussi pris la parole.

Parmi les questions abordées figurèrent celles de l'organisation et des buts de l'OTAN, en mettant l'accent sur ses activités non-militaires. Néanmoins, le principal sujet de discussion du Séminaire était le suivant : « Les rapports entre les pays atlantiques et les pays en voie de développement ». Ceci suscita un échange de vues fort utile sur les moyens de fournir de l'aide à l'Amérique latine, ainsi qu'aux nouveaux Etats d'Afrique et d'Asie. Tous furent d'accord sur la nécessité de leur venir en aide et reconnurent en général qu'il valait mieux que cette assistance ne vienne pas directement de l'OTAN, afin d'éviter tout soupçon d'une pression militaire.

Pendant la dernière partie du séminaire, les délégués furent répartis en quatre groupes, ayant chacun une région spécifique à examiner : l'Amérique latine, le sud-est asiatique, l'Afrique et le Moyen-Orient. Les présidents de ces groupes firent un rapport devant une assemblée générale, au cours de laquelle toute l'assistance prit part aux discussions. Les situations à Cuba et en Angola donnèrent lieu

à de vifs débats. Néanmoins, il n'a jamais cessé de régner une atmosphère amicale et les participants ont beaucoup appris au sujet de l'OTAN.

Des représentants de tous les pays de l'OTAN, sauf le Luxembourg et la Turquie, ont participé à la réunion du Comité Exécutif de la Deuxième Conférence Atlantique des jeunes dirigeants politiques. Bien que le Portugal et l'Islande ne soient pas encore des membres actifs, ils ont envoyé des observateurs. On attachait une importance particulière à la discussion sur le Projet de Statuts pour une future Association Atlantique de la Jeunesse Politique. A part quelques légères modifications, il fut décidé d'adopter le texte de ces Statuts qui doivent être soumis à la prochaine réunion de l'Association du Traité de l'Atlantique, à Athènes. Le problème qui souleva le plus de discussions fut celui de savoir si la nouvelle Association devrait avoir un statut à part ou travailler sous l'ATA.

Deux autres projets d'un intérêt majeur figurèrent à l'ordre du jour : les voyages d'étude pour Américains du Nord et la conférence afro-atlantique. En ce qui concerne le premier, il fut décidé que 20 à 30 députés d'Amérique du Nord visiteraient l'Europe en novembre prochain. Les Ministères des Affaires Etrangères et les Comités Nationaux de l'ATA dans les pays en question (probablement l'Islande, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et la Grèce) agiront en qualité d'hôtes. On espère que les membres du groupe s'arrêteront à Paris au retour, afin d'examiner ensemble ce qu'ils ont vu et ce qu'ils comptent faire par la suite.

Le projet d'une Conférence afro-atlantique est considéré comme étant d'une importance vitale. Quatre membres du Comité furent désignés pour rédiger un rapport sur cette question. On proposa de convoquer à ladite Conférence trente dirigeants de la Jeunesse africaine et un dirigeant en provenance de chaque pays de l'OTAN. Si ce projet réussit, la Troisième Conférence Atlantique des jeunes dirigeants politiques sera sans doute mieux placée pour discuter des problèmes africains à sa réunion de septembre 1962, à la suite de laquelle on espère que tous les pays de l'OTAN sans exception feront partie du Comité Exécutif.

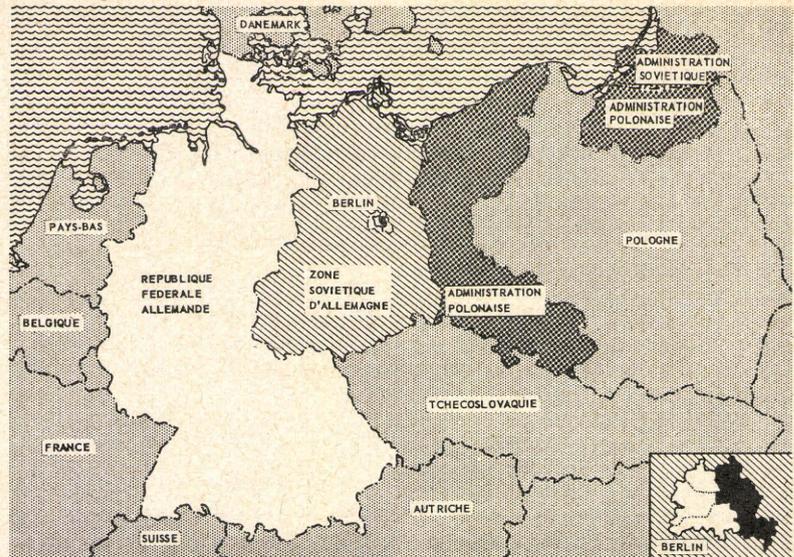


PROCHAINS SÉMINAIRES DE L'OTAN

Deux séminaires doivent se dérouler prochainement sous les auspices du Service de l'Information de l'OTAN. L'un, destiné à des étudiants universitaires, sera organisé par le gouvernement grec et aura lieu à Athènes, du 1^{er} au 14 septembre. L'autre, qui réunira de jeunes dirigeants syndicaux, est prévu à Copenhague, du 24 septembre au 1^{er} octobre. Le programme de cette dernière réunion sera établi par le conseil de la jeunesse danois.

INTRODUCTION A LA CRISE

par
Shevawn Lynam



Il y a aujourd'hui un peu plus de treize ans que l'Union soviétique se sert de Berlin comme d'un gage. Quels qu'aient été les mouvements un peu partout dans le Monde libre dont la Russie tire parti comme d'autant de coups de sonde, ne relâchant la tension sur un point que pour la renforcer ailleurs, sa pression sur Berlin a toujours été exercée avec une régularité devenue rituelle.

Tout cela peut être mis en lumière par l'examen, point par point, de l'aide-mémoire du 3 juin et de certains arguments des propagandistes russes.

1) « Faire disparaître les vestiges de la guerre, normaliser la situation et stabiliser la paix en concluant avec l'Allemagne un traité de paix trop longtemps différé ».

Le principal vestige de la guerre est la permanence de la division de l'Allemagne et on la doit au refus persistant des Russes de permettre à la nation allemande d'exprimer librement ses vœux et de s'unir si la majorité le décidait. Au lieu de cela, les Russes proposent de perpétuer d'état actuel des choses par un traité qui, loin de réunifier l'Allemagne, instituerait une confédération entre deux parties distinctes : la République Fédérale allemande qui s'est constituée librement et la prétendue « République Démocratique Allemande » (D.D.R.) qui est occupée par les Soviétiques et soumise à un régime communiste.

Ceci ne « normaliserait » pas la situation, puisque la division artificielle de l'Allemagne serait maintenue et ne « stabiliserait » pas la paix, puisque la persistance de la division de l'Allemagne est la cause principale de l'instabilité et de l'insécurité de l'Europe. Tout ce qui pourrait être accompli par un traité, tel que celui que les Russes proposent, serait de légaliser une division qu'ils imposent exclusivement par la force des armes.

Une pareille solution ne profiterait qu'aux Russes qui ne sont cependant pas les seuls à souhaiter la conclusion de la paix avec l'Allemagne. Les puissances de l'Ouest, y compris le Gouvernement Fédéral allemand, désirent atteindre ce but le plus tôt possible, mais pour qu'un traité de paix ait une base morale et légale, il ne peut être négocié et conclu qu'avec un gouvernement allemand élu démocratiquement et représentant le peuple allemand tout entier. C'est ce que l'Ouest n'a pas cessé de proposer et ce que les Russes ont invariablement rejeté.

2) « Les deux Etats allemands devraient prendre rendez-vous et régler entre eux la question de leur réunification ».

C'est aux quatre puissances qui ont assumé l'autorité suprême après la reddition inconditionnelle de l'Allemagne que l'accord de Potsdam d'août 1945 a confié la mission d'établir un Etat allemand avec lequel il serait possible de négocier un traité de paix. Elles ne peuvent d'elles-mêmes s'affranchir unilatéralement de cette obligation : le fait a été reconnu par l'Union soviétique dix ans plus tard, à la Conférence au Sommet de Genève, en 1955.

Pour ce qui est des « deux Etats allemands » qui, suivant les suggestions russes, devraient maintenant négocier, un seul existe légalement. L'autre — la D.D.R. — doit son fonctionnement d'abord au fait que l'Union soviétique ait coupé du reste du pays la zone d'occupation qui lui avait été attribuée aux termes du protocole agréé par la commission consultative européenne le 12 septembre 1944. Ensuite, elle le doit à l'écrasement par les tanks soviétiques de la révolte populaire de 1953 (ce qui se reproduisit en Hongrie trois ans plus tard). Depuis ce jour, le régime communiste a constamment empêché la population d'exprimer sa volonté d'une façon ou d'une autre. Par conséquent,

ce ne sont pas des négociations entre les deux parties de l'Allemagne, mais des négociations entre la République Fédérale allemande et l'U.R.S.S., par l'intermédiaire de la D.D.R.

3) « Si l'Ouest n'accepte pas nos propositions l'Union soviétique et les autres Etats communistes n'auront plus qu'à conclure avec l'Allemagne de l'Est un traité de paix séparé qui mettra fin à tous les droits de l'Ouest à Berlin ».

N'importe qui, n'importe où, peut négocier n'importe quoi avec n'importe qui. Négocier un traité qui soit valable en droit international est une autre affaire et le traité envisagé par l'U.R.S.S. ne serait pas valide. Il ne pourrait en aucune manière toucher aux droits de l'Ouest à Berlin. Ces droits ont leur origine dans la reddition inconditionnelle de l'Allemagne hitlérienne et l'occupation collective du pays conformément à la décision de la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères à Moscou en octobre 1943. Ces droits sont absolus et n'ont pas été conférés par l'Union soviétique.

4) « Le statut d'occupation de Berlin doit prendre fin. Après la conclusion d'un traité de paix séparé avec l'Allemagne de l'Est, la D.D.R. contrôlera l'accès de Berlin. Les puissances de l'Ouest devraient alors traiter avec la D.D.R. et obtenir sa permission. La D.D.R. sera tout à fait raisonnable ».

A cause de l'attitude des Russes, les Puissances de l'Ouest ne sont pas moralement libres de mettre fin au statut d'occupation de Berlin. Les porte-paroles démocratiquement élus par 93 % du corps électoral, qui a pris part au vote du 7 décembre 1958 à Berlin-Ouest, ont constamment répété qu'ils désirent le maintien des garnisons occidentales, Les Berlinoises de l'Ouest considèrent que ces troupes sont leur seule protection effective, tandis que 1,9 % seulement du corps électoral a donné ses voix aux communistes.

En ce qui concerne l'accès à la ville, la commission de contrôle interalliée s'est mise d'accord le 30 novembre 1945 sur trois couloirs aériens entre l'Allemagne de l'Ouest et Berlin. Le trafic est contrôlé par le Quartier Général allié uniquement composé en fait, mais non en droit, des trois commandants en chef de l'Ouest, depuis que le représentant soviétique a quitté la Commission en 1948. Aucune des Puissances ne peut abdiquer unilatéralement ses responsabilités ou ses droits en faveur d'une autre partie.

5) « Berlin-Ouest est sur le territoire de la D.D.R. Bien que la D.D.R. ait le droit de prendre possession de Berlin-Ouest, elle est disposée à concéder la transformation de Berlin-Ouest en une « Ville libre » démilitarisée dans laquelle les Berlinoises de l'Ouest pourraient mener leur vie propre sans aucune menace ».

Ni Berlin-Ouest, ni Berlin-Est ne se trouvent sur le territoire de la D.D.R. Par le protocole

du 5 septembre 1944, dont l'Union soviétique est un des signataires, il était convenu de « créer une zone spéciale de Berlin qui sera occupée conjointement par les trois puissances » (la France a donné son adhésion plus tard). Il est par conséquent impossible pour qui que ce soit de « concéder » la transformation de Berlin en une « Ville libre ». Dans le projet de paix présenté à Genève en 1959, l'Ouest avait en réalité fait des propositions en vue de la création d'une Cité unie de Berlin, avec un régime démocratique pour tous ses habitants. Cela devait constituer un premier pas vers la réunification de l'Allemagne, mais les Russes l'ont rejeté.

Il suffit d'un coup d'œil sur la carte pour imaginer quelle serait la position d'une « ville libre » défendue, comme le suggèrent les soviétiques, par des forces « symboliques » de l'Ouest et de l'U.R.S.S., ainsi que par des contingents en provenance de pays neutres. Il serait impossible aux troupes de l'Ouest de s'opposer à une incursion ou même à une importante infiltration venant du territoire communiste et une prétendue « ville libre », privée de la protection de l'Ouest et investie par les forces de l'U.R.S.S., ainsi que de l'Allemagne de l'Est, serait sans défense.

6) « Seize ans après la fin de la guerre une solution prochaine de la dangereuse question de Berlin est urgente. »

Aussi longtemps que les Russes feront obstacle à un règlement démocratique pour toute l'Allemagne, aucun changement fondamental de la situation de Berlin n'est possible, bien que l'Occident ait bien voulu discuter certains arrangements limités qui ne portent pas atteinte à ses droits et obligations. Jusqu'à présent, l'Union soviétique a rejeté tous les arguments de l'Ouest. Elle ne s'est inclinée que devant une manifestation de force : le pont aérien de Berlin, qui a eu raison du blocus soviétique de 1948-1949. Ceci est significatif en soi. En même temps, il est difficile de concilier la ligne de propagande communiste suivant laquelle les propositions soviétiques sont soutenues par la volonté populaire et le fait que la volonté populaire n'a pu se manifester de manière organisée qu'une seule fois — et héroïquement — par une épreuve de force.

Mais nombreux sont ceux qui, selon l'expression établie, « ont voté avec leurs jambes ». Depuis le jour où les forces d'occupation russes ont imposé le régime communiste à l'Allemagne de l'Est en septembre 1949 jusqu'à la fin du mois de mai de cette année, ceux qui ont choisi la liberté plutôt qu'une « ville libre » comme l'entendent les Russes se sont élevés au nombre de 2.619.061.

L'examen des faits montre donc que la position de l'Occident à Berlin est inattaquable légalement et moralement. Même ceux qui ont tendance à couronner l'Union soviétique de lauriers dans les jeux de la propagande peuvent être tentés de se demander si M. Khrouchtchev sert vraiment les intérêts de son pays en attirant encore une fois l'attention sur ce qui doit être une des moins bonnes vitrines de la Russie, tout en étant un symbole de l'unité de l'Occident.

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

M. Stikker à Bonn, Londres et Reykjavik.

M. Dirk U. Stikker, secrétaire général de l'OTAN, a été reçu récemment en visite officielle dans plusieurs pays de l'Alliance. Du 27 au 28 juin, il fut à Bonn pour son premier séjour en Allemagne occidentale depuis sa nomination. Il rencontra le Président de la République, M. Luebke, le Chancelier Adenauer, M. von Brentano, ministre des Affaires étrangères, M. Strauss, ministre de la Défense, et de nombreuses autres personnalités (voir, en page 1, le discours prononcé par M. Stikker à l'Université de Bonn).

Du 13 au 14 juillet, le secrétaire général de l'OTAN fut l'hôte du gouvernement britannique, à Londres. Pendant son séjour dans la capitale anglaise, il eut des entretiens avec le Premier ministre, M. Macmillan, le ministre des Affaires étrangères, Lord Home, et le ministre de la Défense, M. Watkinson.

Une autre visite officielle conduisit M. Stikker à Reykjavik, où il procéda à un échange de vues avec le Président de l'Islande, M. Asgeir Asgeirsson, et plusieurs membres du gouvernement islandais. Là aussi, il s'agissait de la première visite du secrétaire général depuis sa prise de fonctions. D'ailleurs, un tel événement ne s'était pas produit en Islande depuis le passage de Lord Ismay, en juillet 1954.

Nouveau commandant du Collège de Défense de l'OTAN.

Le comité militaire en session permanente vient de nommer le général Umberto De Martino, de l'armée italienne, au poste de commandant du collège de défense de l'OTAN. Septième titulaire de cette fonction, le général De Martino doit succéder au général Harteon, de l'armée belge, avant l'ouverture de la vingtième session du collège, au début de septembre.

COMMANDEMENTS ET ORGANISMES DE L'OTAN

COMMANDEMENT ALLIE DE L'ATLANTIQUE

Exercice naval « Trade Wind Five ».

Un exercice naval baptisé « Trade Wind Five » doit se dérouler dans la zone ouest de l'Atlantique, du 9 au 18 août, sous la direction de l'amiral Robert L. Dennison, de la marine américaine, commandant suprême des forces alliées de l'Atlantique. Cet exercice permettra aux états-majors de s'entraîner en simulant des mouvements de navires et d'avions pour la protection et le contrôle de la marine marchande. Il ne mettra en œuvre aucune force réelle. Son principal objectif est de maintenir la rapidité des communications.

Exposition de maquettes d'armes

Une exposition de maquettes d'armes et de systèmes d'envoi a été organisée par le commandement allié de l'Atlantique, en collaboration avec des maisons industrielles de quatre pays de l'OTAN. Les quarante objets exposés en permanence au quartier général du SACLANT, comprennent un « Polaris » américain, un « Shackleton » britannique, un « Atlantic » français, et un « Argus », avion patrouilleur maritime canadien. Au cours de l'inauguration, le vice-amiral Harold T. Deutermann, USN, chef d'état-major du commandant suprême, a déclaré : « Nous espérons que cette exposition montrera aux visiteurs de marque, ainsi qu'au public en général, le progrès réalisé par l'OTAN dans le domaine complexe de la création d'armes nouvelles pour la défense commune des peuples atlantiques.

AGARD

Programme de recherche sur les rayons cosmiques

Un programme de recherche sur les rayons cosmiques est actuellement poursuivi en Méditerranée. Il a pour but d'exposer les émulsions provenant de recherches nucléaires aux radiations cosmiques existant à des altitudes élevées et à de faibles latitudes géomagnétiques.

Ce programme est organisé sous l'égide commune du comité scientifique de l'OTAN, qui lui alloue une subvention au titre de la recherche, et de l'AGARD, qui lui apporte une assistance technique. Plusieurs universités appartenant à des pays de l'OTAN collaborent également à ce projet, que dirige le Pr C. F. Powell, de l'Université de Bristol (Royaume-Uni).

Les appareils nécessaires seront transportés dans des ballons stratosphériques. Environ vingt lancements (deux par semaine en moyenne) seront effectués, du 1^{er} juillet au 20 septembre, dans la région de Bari (Italie). Les ballons survoleront la Méditerranée jusqu'à une région située au sud et à l'ouest de la Sardaigne, à une altitude approximative de 80 à 100.000 pieds. Leur vol durera de 10 à 24 heures et leur trajectoire sera suivie à l'aide d'appareils, qui indiqueront constamment leur position exacte. La charge payante pourra être larguée à distance et récupérée.

LIVRES

« MEN IN UNIFORM » (« Hommes en uniforme »)

par M. R. D. Foot

(Weidenfeld & Nicolson, Londres, 163 pages, 21 Shillings)

Pour une époque qui vit sous la menace toujours grandissante et toujours plus terrifiante de la guerre nucléaire, la question de savoir comment une nation moderne doit envisager la mise sur pied d'une armée de type classique, peut sembler une question abstraite et sans portée pratique, un peu comme une étude sur l'élevage et le dressage des chevaux de trait pour la locomotion urbaine. En fait, comme le démontre dès l'abord ce livre passionnant, publié sous l'égide de l'Institute of Strategic Studies et avec l'aide financière de l'OTAN, non seulement les armées (ce terme, sauf distinction formelle, doit s'entendre comme englobant les forces navales et aériennes) sont plus nécessaires que jamais, mais elles sont effectivement plus nombreuses aujourd'hui qu'elles ne le sont généralement en temps de paix. L'affirmation de l'auteur, à savoir « qu'aucune puissance occidentale ne projette évidemment de monter une offensive », est irréfutable ; il est tout aussi inconcevable qu'une puissance quelle qu'elle soit, dotée des moyens de le faire, puisse sciemment déclencher un conflit nucléaire. Mais de là à conclure, avec une apparence de logique, que « vraisemblablement le service militaire est absolument inutile à l'âge de la bombe thermonucléaire » (raisonnement tenu, en particulier, dans certains milieux britanniques, mais répandu aussi dans les autres pays occidentaux), c'est pousser la logique à l'absurde et même à la folie dangereuse.

Sans même entrer dans le problème de défense nationale et de stratégie de « dissuasion » nucléaire, on doit bien constater d'abord que l'U.R.S.S. et la Chine, « prisonniers de leur mythe (communiste) et convaincus du caractère forcément belliqueux et agressif de la société capitaliste », ont entre 5 millions et 5 millions et demi d'hommes sous les armes, prêts à être rapidement jetés dans la brèche dès que l'Occident réduira par trop ses mesures de défense, conformément à leur dogme fondamental sur le « renversement par la force de toutes les conditions sociales existantes ». Il y a aussi le fait que les puissances de l'OTAN ont pris des engagements collectifs et même, pour beaucoup, particuliers, à l'égard de puissances amies et placées sous leur protection, engagements auxquels elles sont tenues sous peine de perdre tout ou une partie de leur crédit et de leur indépendance.

Mais les problèmes que soulèvent la mise sur pied et l'entraînement des armées modernes, sont extrêmement difficiles. Les armes modernes sont non seulement compliquées et coûteuses — tellement coûteuses que « même les pays les plus riches éprouvent du malaise à s'engager dans ces dépenses » — elles exigent en outre de hautes qualifications pour leur maniement. Ceci implique un degré général d'intelligence supérieur à celui qui régnait dans la « soldatesque brutale et insolente » du XVIII^e siècle, et un entraînement d'une qualité constante, d'un niveau élevé et d'une durée généralement longue. Et avec tout cela, non seulement il n'existe en général pas de réserve de main-d'œuvre dans laquelle des effectifs qualifiés puissent être recrutés, mais les armées doivent encore, pour remplir leurs rangs, disputer cette main-d'œuvre, à l'industrie et aux professions libérales, et le plus souvent dans des conditions inégales. Alastair Buchan, directeur de l'Institut des études stratégiques, souligne dans sa préface que « l'importance croissante des forces dites « conventionnelles » pour les pays qui traversent également une période de rapide développement économique, complique énormément le problème des effectifs militaires ».

Après avoir, dans les premiers chapitres, expliqué le contexte militaire et civil de ce problème, l'auteur passe en revue les différentes solutions adoptées par les gouvernements pour en arriver à bout. Il étudie quatre formules : celle de la conscription, des soldats-citoyens, des forces mixtes volontaires-conscrits, des armées de métier, et consacre un chapitre aux difficultés particu-

lières que connaît actuellement la Grande-Bretagne. Sans conclure définitivement, il est manifestement attiré par la formule du soldat-citoyen, tout en se demandant « si elle n'est pas en voie d'être périmée à l'âge nucléaire ». La vertu principale de cet ouvrage, outre l'intérêt que suscite sa lecture, est d'exposer pour la première fois et d'une façon très complète et circonstanciée, le fonctionnement de ces divers systèmes, ce qui devrait fournir à d'autres chercheurs un terrain très riche à explorer et l'occasion de pousser l'analyse de ces problèmes encore plus à fond.

La conscription, c'est-à-dire le service militaire obligatoire, repose sur le principe qu'il est du devoir de tout individu sain d'esprit et de corps, de participer à la défense de sa patrie, tout au moins de s'entraîner et d'être prêt à le faire le cas échéant. Ceci implique un séjour sous les drapeaux d'une durée déterminée, suivie d'une période plus longue dans l'armée de réserve. Il s'agit d'un système égalitaire « qui expose presque toute la population masculine d'un pays à une expérience commune », et donne des résultats assez satisfaisants dans certains pays pauvres et quelque peu arriérés, comme par exemple la Grèce, la Turquie et l'Espagne. M. Foot étudie les systèmes en vigueur en France, en Turquie, au Danemark et en U.R.S.S., systèmes qui, dit-il, sont extrêmement différents. A l'exception de la Chine, qui se classe tout à fait à part des autres nations, c'est la France qui a la plus longue durée de service militaire au monde : 28 mois. Non seulement la France a puisé une grande partie de sa grandeur dans ses traditions militaires, « que les difficultés actuelles et les défaites récentes n'ont pas complètement effacées », mais voilà 20 ans qu'elle est en état de guerre presque quasi permanent. Il est indéniable que dans un pays en plein essor économique et du niveau d'intelligence élevé de la France, le service militaire est considéré avec une hostilité grandissante, car il pille les réserves de main-d'œuvre, interrompt les études et la formation professionnelle des jeunes et, depuis quelques années, les oblige à combattre dans une guerre impopulaire. D'un autre côté, les centres d'entraînement de l'armée offrent un si bon apprentissage aux conscrits que ceux-ci reviennent à la vie civile beaucoup mieux armés pour bien gagner leur vie qu'ils ne l'étaient avant d'être mobilisés.

Le service militaire en Russie est tout à fait particulier à ce pays et après avoir lu l'analyse extrêmement pénétrante de M. Foot, on ne peut s'empêcher de se dire : « Quelle chance que cela ne puisse nous arriver, à nous » ! Pour reprendre les termes de l'auteur, « pareil système est totalement impensable dans une société qui tient à ses libertés ». Le système est basé sur l'obéissance aveugle et la crainte, le simple soldat restant l'esclave inconditionnel de son supérieur, comme à l'époque tsariste, et l'officier restant un membre d'une caste privilégiée. On note avec intérêt qu'en Russie communiste « les grades les plus élevés touchent une solde 115 fois supérieure à celle des plus petits grades », alors que la différence de paie d'un extrême à l'autre de la hiérarchie se chiffre par vingt fois et demie dans l'armée britannique, et par 15 fois seulement dans l'armée américaine. Le simple soldat doit le salut militaire au caporal ; un capitaine ne peut s'asseoir à la même table qu'un commandant. Et pourtant, le système fonctionne et les forces soviétiques, qu'on est en train de réduire pour des raisons politiques de 3.900.000 à 2.725.000 hommes, représentent une « puissance formidable ».

Dans le système du soldat-citoyen ou de la milice nationale, « les droits civiques entraînent en contrepartie l'obligation de servir sous les drapeaux, non plus pendant une longue période d'entraînement suivie de quelques années dans la réserve, mais tout au long de la vie active du citoyen ». Ce système, de caractère purement défensif, fonctionne admirablement dans deux des nations étudiées par M. Foot : la Suisse et la Suède, résolument neutres et libres de tous engagements. Les garçons subissent un entraînement physique spécial à l'école, ils sont soumis à quelques mois de formation militaire en fin d'adolescence, ils continuent à « faire des périodes » à intervalles réguliers et sont soldat pour la vie — en Suisse, armes et uniformes sont gardés à

domicile. Les qualités et l'intelligence de chaque citoyen sont employées au mieux, et en dépit d'une discipline rigoureuse, le système est imprégné d'une certaine atmosphère de famille. La formule, en outre, est économique, car elle élimine pratiquement le conflit entre les obligations militaires d'une part, et d'autre part les obligations professionnelles et la nécessité de gagner sa vie. Lorsque ce conflit est inévitable, alors, en Suisse tout au moins, les employeurs et les salariés versent à une caisse nationale une cotisation qui représente 2 % du salaire de l'employé, et qui permet de payer au soldat la différence entre sa solde militaire et son salaire civil. Cette assurance de compensation, selon M. Foot est particulièrement appréciée des épouses, à qui la somme est versée directement. La formule d'une armée de citoyens est-elle efficace ? Une armée de soldats-citoyens aurait-elle la même chance dans une guerre nucléaire ? Un autre système en aurait-il plus ?

La formule « mixte » consiste en une armée régulière complétée par le service obligatoire, comme c'est le cas aux Etats-Unis, où les soldats de métier, qui sont, bien entendu, des volontaires, sont généreusement payés et où l'appel des conscrits se fait selon un système de sélection assez compliqué ; ou bien, comme en Allemagne, où le militaire de métier est également bien payé mais où il tend, tout comme le mobilisé, à être technicien plus que militaire ; et comme c'était le cas pour le Royaume-Uni avant l'abolition de la conscription à la fin de 1960. La situation dans les trois pays est étudiée en détail, mais M. Foot, qui, soit dit en passant, est issu d'une famille de militaires et a servi six ans comme officier, s'attaque avec une pénétration de vue toute spéciale aux problèmes de son propre pays. La question essentielle est de savoir si la Grande-Bretagne est en mesure, par un simple recrutement de volontaires, de mettre sur pied et de maintenir sous les armes une force, même relativement réduite, de quelque 375.000 hommes, comme celle qui, pour des considérations d'ordre politique, est jugée suffisante pour lui permettre de respecter ses engagements internationaux.

M. Foot est manifestement sceptique, en dépit des soldes accrues, des conditions meilleures dans lesquelles s'accomplira le service, des pensions plus généreuses, etc. Il écrit : « L'abolition du service militaire obligatoire est un risque : les chances sont sans doute du côté de ceux qui l'ont pris, mais elles ne le sont pas à 100 %. Il faut absolument que les autorités militaires réservent leur opinion et restent sur leurs gardes en attendant les résultats de l'expérience, et qu'elles soient prêtes à modifier éventuellement, et sur le champ, le système de recrutement... Il faut que le changement de système, s'il s'avère nécessaire, intervienne avant qu'une humiliation nationale inévitable n'amène le public à l'exiger. La politique actuelle de porte-paroles gouvernementaux au Parlement ne peut être qualifiée autrement que par le terme de **tergiversation**. »

Le seul pays de l'OTAN qui possède une armée entièrement composée de volontaires est le Canada, où la « solde de base, comme le souligne M. Foot, est la plus élevée du monde ». Le seul pays dont les barèmes militaires approchent les barèmes canadiens, est l'Australie, où la solde d'un simple soldat, l'équivalent de \$ 120 par mois, est supérieure au chiffre canadien de \$ 110, mais où l'officier le moins gradé touche \$ 179, contre \$ 210 au Canada. Les chiffres britanniques correspondants, d'après le tableau présenté dans l'ouvrage de M. Foot, sont \$ 17,50 et \$ 114.

Nous voici donc en présence d'une étude intéressante et importante, excellemment écrite, traversée par des éclaircies d'humour, malgré le thème qui est très loin d'être gai.

«THE EUROPEAN COMMON MARKET»

(Le Marché Commun Européen)

par **Isaiah Frank**

(Stevens & Sons Ltd, Londres, 324 pages, 50 shillings)

Rarement étude — fruit cependant de deux ou trois années de travail — aura paru plus opportunément que la lucide analyse de la Communauté économique européenne de M. Frank. Certes, toute description claire des origines, des buts de cette remarquable initiative et des moyens mis en œuvre aurait une grande valeur

aujourd'hui, alors que règne à son endroit tant de confusion, pour une part d'ailleurs déliée. Mais le livre de M. Frank est bien plus que cela, c'est avant tout un livre de référence. M. Frank, qui est directeur du bureau du commerce international au Département d'Etat, est certainement partisan du Marché commun. Il le croit susceptible d'un développement d'une grande importance politique et le considère, sur le plan plus étroitement commercial, comme le grand événement du siècle. Mais son étude est néanmoins poussée avec une objectivité rare en matière aussi controversée.

Il ne semble pas, pour autant que l'on sache, que M. Frank ait écrit son livre avec l'arrière-pensée qu'il pourrait aider la Grande-Bretagne à décider d'adhérer au Marché commun ou aider la France à considérer les avantages — s'il y en a — d'une adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE. Il paraît avoir été fasciné davantage par l'idée d'une « intégration économique régionale » qu'il voit déjà s'étendre à d'autres parties du monde. De fait, il note que des regroupements de ce genre sont en train de s'opérer en Amérique centrale, en Amérique du Sud, dans le Sud-Est asiatique, au Moyen-Orient et parmi les Etats indépendants d'Afrique. Ces regroupements varient certes quant à leurs méthodes, mais ils paraissent s'inspirer d'un même souci : formuler une politique commerciale grâce à laquelle les pays qui font partie du groupe jouissent d'un traitement plus favorable que celui qui est imposé aux tiers. M. Frank n'a pas exploré l'aspect politique fondamental du Traité de Rome. Il s'y réfère en passant. Toute son analyse est concentrée sur les aspects techniques et commerciaux de la Communauté économique européenne.

Il est bon de rappeler qu'il y avait déjà, avant la première guerre mondiale, un niveau substantiel d'intégration en Europe occidentale. L'étalon or et l'ajustement automatique des prix et taxes avaient pratiquement aboli toutes restrictions dans les paiements. Le capital circulait sans entrave. Un changement se produisit après la guerre. On vit proliférer graduellement les contrôles gouvernementaux en matière économique et, d'autre part, des pays adoptèrent des systèmes monétaires nationaux en lieu et place de l'étalon or. Les derniers vestiges d'intégration furent balayés par la seconde guerre mondiale dont l'Europe sortit dans l'état chaotique que l'on sait. Les contrôles intérieurs gouvernementaux très stricts mis en œuvre pendant la guerre furent maintenus nombre d'années après celle-ci, puis s'appliquèrent au règlement du commerce extérieur et des paiements. Seuls les Etats-Unis, la Suisse et un ou deux pays « à monnaie forte » demeurèrent économiquement libres.

M. Frank décrit alors les efforts entrepris pour libérer le commerce européen en dépit de la forte opposition de certains pays. Ces efforts furent marqués d'abord par la création du Fonds monétaire international et de « l'accord général sur le commerce et les tarifs » (GATT), réalisations où les Etats-Unis prirent une part importante. Mais ces deux organismes — si valables qu'ils fussent — péchaient, aux yeux des vrais Européens, par certaines limitations. Ces Européens étaient peu nombreux : hommes d'Etat aux vues larges, hommes politiques, économistes qui entamèrent dès lors leur combat pour l'unité européenne. Vint ensuite la création de l'OECE, en vue de répartir l'aide Marshall. Mais, progressivement, l'OECE se fixa des objectifs plus lointains et prit la tête d'un mouvement en faveur de la libéralisation du commerce par l'abolition graduelle des quotas que les pays avaient imaginé pour mieux contrôler et même pour réduire les importations. Tant que les quotas existaient, il ne serait, en effet, matériellement pas possible d'abaisser les droits de douane et de favoriser le commerce international. Analysant les succès et les échecs de l'OECE, M. Frank constate que l'Union européenne des paiements, (considérée par les experts comme sa plus grande réussite), ne fut possible que par l'injection, de l'extérieur, d'une assistance financière destinée à cautionner les débiteurs. Son plus grand échec fut, évidemment, de n'avoir pas abouti à réaliser une zone de libre échange en Europe et M. Frank en énumère objectivement les raisons.

M. Frank analyse ensuite en détail tous les aspects du Marché commun et quiconque lira cet excellent livre et pèsera les arguments qu'il développe ne pourra plus se demander où en sont les Six et les Sept.

BIBLIOGRAPHIE

Sélection d'articles relevés dans les périodiques reçus au siège de l'OTAN pendant les mois de mai et juin 1961 :

OTAN

- « LES CLEFS D'UNE RIPOSTE ».
L'Abeille, Lucerne, 13 mai, p. 19.
Un article sur les bases de fusées « THOR » et sur le système prévu en cas d'attaque.
- BJORKLUND, Amiral E.
« SUR LE FLÂNC NORD DE L'OTAN ».
Revue Militaire Générale, Paris, juin, p. 45.
Tentative de coordination des conceptions stratégiques, politiques et militaires en Europe septentrionale, dans l'éventualité d'une guerre mondiale, et analyse de la situation du front nord de l'OTAN.
- VERNANT, Jacques.
« POINTS DE VUE SUR L'ALLIANCE ATLANTIQUE ».
Revue de Défense Nationale, Paris, juin, p. 1090.
- DELMAS Claude.
« OTAN : UN PLAN DE DIX ANS ».
Informations & Documents, Paris, 1^{er} juin, p. 4.
- « ZEIT UND GELDERSPARNIS ».
Revue, Luxembourg, 10 juin, p. 46.
Un article sur l'Agence OTAN d'Approvisionnement de Réparation (NMSSA).
- MONTGOMERY, Maréchal.
« A NEW STRATEGY FOR NATO ».
Sunday Times, Londres, 18 juin, p. 10.
Les Etats-Unis et l'Union soviétique devraient retirer leurs forces d'Europe.
- « AVEC ALLEMAGNE »
Continent, Paris, 24 juin, p. 13.
Un article sur le discours qu'a prononcé le Général Norstad au 1^{er} Congrès des « Femmes-Otan », à Copenhague, sur le rôle qu'elles jouent dans la Défense atlantique.

QUESTIONS POLITIQUES

- KASHIN, A.
« COMPETITION BETWEEN THE SOVIET UNION AND COMMUNIST CHINA IN AFRICA AND THE NEAR EAST ».
Free Front, Saïgon, mai, p. 11.
L'auteur estime que les avis sont très partagés en ce qui concerne la prise de position vis-à-vis des « pays coloniaux et dépendants » — à l'exception du Congo — où les politiques soviétique et chinoise s'accordent.
- A.T.A.
« L'OFFENSIVE PSYCHOLOGIQUE COMMUNISTE ».
Revue Militaire Générale, Paris, juin, p. 100.
La conclusion à tirer de cet article est qu'« il est essentiel de connaître à fond les méthodes et les techniques de la propagande communiste pour la combattre avec succès. Dans ce but, il faut encourager les congrès de jeunesse dans les pays occidentaux ».
- LOWENTHAL, Richard.
« THE DANGEROUS YEAR ».
Encounter, Londres, juin, p. 59.
- LORD ALTRINCHAM.
« THE POLITICS OF GOING INTO EUROPE ».
Spectator, Londres, 2 juin, p. 789.
Dans cet article, l'auteur considère que « le but sous-jacent des Communautés (ECC, ECSC et Euratom) est politique et non économique. Il consiste à créer, petit à petit, mais de façon irréversible, une nouvelle Super-Puissance, en transformant l'Europe occidentale en État tout-puissant ».
- ARON, Raymond.
« LA STRATEGIE DE L'AGE NUCLEAIRE : LA COURSE AUX ARMEMENTS ».
« EN QUOI CONSISTE LA MAITRISE DES ARMEMENTS ? ».
Figaro, Paris, 6 et 7 juin, p. 7 et 5

« WAITING GAME IN BERLIN ».

Economist, Londres, 10 juin, p. 1119.
M. Khrouchtchev et M. Ulbricht garderont une attitude pacifique jusqu'à l'automne, date à laquelle, en cas d'insuccès, les méthodes plus énergiques seront adoptées.

de MADARIAGA Salvador.

« WHY IT DOESN'T PAY TO TALK TO KHRUSHCHEV ».

U.S. News & World Report, Washington, 19 juin, p. 66.

Interview dans laquelle M. de Madariaga essaie de répondre aux questions suivantes : Qu'est-ce que les Etats-Unis ont à perdre ou à gagner dans une série d'entretiens au sommet ? Qu'arriverait-il si le Président Kennedy refusait de jouer le jeu des pourparlers avec Khrouchtchev ?

NIXON, Richard.

« LET KHRUSHCHEV GROWL OVER HIS BERLIN BONE ».

Daily Express, Londres, 22 juin, p. 8.

Une interview avec l'ancien Vice-Président des Etats-Unis qui continue à penser que l'Ouest doit faire preuve de fermeté sur la question de Berlin.

« ROLE ET AVENIR DES NATIONS UNIES ».

Figaro, Paris, 24 juin, p. 4.

Débat auquel participent MM. Raymond Aron, Christian Pineau, Paul Reynaud, H. Tavares de Sa, François Valentin et Roger Massip.

VIRALLY, Michel.

« VERS UNE REFORME DU SECRETARIAT DES NATIONS UNIES ? ».

Organisation Internationale (Fondation Paix Mondiale), Boston, Printemps, p. 236.

« IF YOU WANT PEACE ».

Newsweek, Washington, 3 juillet, p. 13.

Article sur la question de Berlin.

QUESTIONS MILITAIRES

GIESE, Capt. Fritz E.

« DIE FLOTTENLAGE IN OST UND WEST ».

Revue Militaire Générale, Paris, juin, p. 80.

Un article sur la situation des flottes à l'Est et à l'Ouest.

CARPENTIER, Général.

« LES PROBLEMES MAJEURS DE LA DEFENSE DE L'EUROPE ».

Esope, Paris, 15 juin.

QUESTIONS ECONOMIQUES

« LA CONFERENCE TARIFAIRE DU GATT ».

L'Economie, Paris, 15 juin, p. 7.

Article sur la Conférence qui a débuté le 1^{er} septembre 1960 et qui a repris ses travaux à la fin de mai 1961.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

« LES NOUVEAUX SENTIERS DE LA SCIENCE NUCLEAIRE ».

Perspectives, Paris, 3 juin.

AFRIQUE

VERONESE, Vittorio.

« LES BESOINS DE L'EDUCATION EN AFRIQUE ».

Bulletin Interparlementaire, Genève, n° 2, p. 42.

Un article du Directeur Général de l'UNESCO.

STOLTE, Stefan C.

« AFRICA BETWEEN POWER BLOCS ».

Bulletin (Institut pour l'Etude de l'U.R.S.S.), mai, p. 32.

HODGKIN, Thomas.

HUXLEY, Elspeth.

« WHAT FUTURE FOR AFRICA ? ».

Encounter, Londres, juin, p. 3.

Deux points de vue sur l'avenir de l'Afrique.

PICK, Hella.

« AFRICA AT SIXES AND SEVENS ».

The Guardian, Manchester, 2 juin, p. 12.

«NO BLACK PAWNS».

Economist, Londres, 3 juin, p. 975.
L'Ouest devrait aider les Africains à s'unir.

JANSON, Charles.

«DR. NKURUMAH OR PROFESSOR POTEKHIN?».

The Listener, Londres, 15 juin, p. 1029.
L'auteur se demande quel genre de socialisme se répandra en Afrique.

«PREMIER BILAN DE LA NOUVELLE AFRIQUE INDEPENDANTE».

Perspectives, Paris, 24 juin.

AMERIQUE LATINE

MARCHAT, Henri.

«CADUCITE OU CONTINUITE DE LA DOCTRINE DE MONROE?».

Revue de Défense Nationale, Paris, juin, p. 1041.

MENDE, Tibor.

«L'AMERIQUE LATINE A L'HEURE CRITIQUE ENTRE L'ARCHAÏSME RURAL ET L'ESSOR INDUSTRIEL».

Le Courrier, UNESCO, juin, p. 36.
Un numéro spécial sur l'Amérique latine.

de MAUNY, Erik.

«NEW TEARS FOR GENERAL TRUJILLO».

The Listener, Londres, 8 juin, p. 995.

ASIE

HWANG TIEN CHIEN.

«COMMUNIST INTRIGUE IN SOUTH EAST ASIA».

Free Front, Saïgon, mai, p. 13.

GRANDCHAMP, René.

«OMBRES ROUGES SUR LE PACIFIQUE».

Revue Militaire d'Information, Paris, mai, p. 31.

HOTCHKISS, Lt V.C.

«LAOS—COUNTRY OF CONFLICT».

Military Review, Fort Leavenworth, Kansas, juin, p. 55.

Réimpression d'un article paru en février 1961 dans le *Journal de l'Armée Australienne*.

IKEDA, Hayato.

«ASIA GOING COMMUNIST? A U.S. ALLY'S SIZE-UP».

U.S. News & World Report, Washington, 19 juin, p. 80.
Une interview avec le Premier Ministre japonais.

CHINE

REDLICH, Roman.

«CHINA'S ROLE IN COMMUNIST POLICY».

Bulletin (Institut pour l'Etude de l'U.R.S.S.), mai, p. 27.

ESPAGNE

de LA RUE, Philippe Aubert

«L'ESPAGNE ET SA POLITIQUE ETRANGERE».

Politique Etrangère, Paris, n° 1, 1961, p. 5.

EUROPE ORIENTALE

VON KRANNHALS, Hanns.

«COMMAND INTEGRATION WITHIN THE WARSAW PACT».

Military Review, Fort Leavenworth, Kansas, mai, p. 40.

«COLD COMFORT COLLECTIVE».

Economist, Londres, 10 juin, p. 1092.

de BEA, Louise.

«L'INEXORABLE SAIGNEE DE L'ALLEMAGNE DE L'EST...».

N.E.M., Paris, 15 juin, Numéro spécial.
Un article sur les réfugiés d'Allemagne orientale.

FRANCE

ARON, Raymond.

«APRES LE COUP D'ETAT, AVANT LA NEGOCIATION».

Preuves, Paris, juin, p. 3.

VALLUY, Général.

«ARMÉE FRANÇAISE 1961».

La Revue des Deux Mondes, Paris, 15 juin, p. 577.

Un article sur l'Armée française d'aujourd'hui et son rôle dans la vie de la nation. Une étude sur la crise actuelle.

GRECE

PIPINELIS, Panayotti.

«LA GRANDE CRISE INTERNATIONALE : LE PROBLEME EXPLOSIF DE BERLIN».

Kathimerini, Athènes, 25 juin.

«A défaut d'autre chose, la rencontre de Vienne a rendu un service inestimable : elle a permis de réaliser, d'une façon tangible et indéniable, l'étendue du fossé qui sépare le monde occidental du monde communiste».

ZOLOTAS, Xénophon.

«LE TABLEAU DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN GRECE».

La Revue d'Athènes, juin-juillet, p. 29.

MOYEN-ORIENT

ROSSI, Pierre.

«LE 14 JUILLET 1958 NE FUT-IL EN IRAK QU'UN COUP D'ETAT?».

Politique Etrangère, Paris, n° 1, 1961, p. 62.

«KASSEM'S DANGEROUS KUWAIT BID».

Financial Times, Londres, 27 juin, p. 12.

«L'EMPRISE DES SOVIETS SUR LE MOYEN-ORIENT».

La Revue d'Athènes, juin-juillet, p. 5.

SUEDE

KUMLIN, R.

«LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA SUEDE».

Revue Militaire Générale, juin, p. 31.

Selon l'auteur, «les Suédois savent que leur politique de neutralité n'est pas bien vue de tous les pays et qu'elle est même, parfois, difficile à poursuivre. Mais ils sont convaincus qu'elle est un facteur essentiel pour une coopération européenne bien équilibrée».

VERNANT, Jacques.

«L'EVOLUTION DE LA STRATEGIE AMERICAINE ET LA DEFENSE DE L'EUROPE».

Politique Etrangère, Paris, n° 1, 1961, p. 28.

STRAUSZ-HUPE, Dr. Robert.

«NEW WEAPONS AND NATIONAL STRATEGY».

Military Review, Fort Leavenworth, Kansas, mai, p. 70.

«OFFICIAL WORD: U.S. WILL USE NUCLEAR WEAPONS IF...».

U.S. News & World Report, Washington, 19 juin, p. 57.

Interview avec une Haute Personnalité du Pentagone, dont les réponses aux questions des reporters éclairent d'un jour nouveau une question militaire primordiale.

U.R.S.S.

STIEGER, Martin.

«THE NATURE OF SOVIET COLONIALISM».

Bulletin (Institut pour l'Etude de l'U.R.S.S.), mai, p. 11.

Martin Spieger énumère les caractéristiques du colonialisme soviétique : Analyse d'actualité, si l'on étudie la situation présente au Congo.

«COMPLICATIONS AT THE TOP IN THE KREMLIN».

Free Front, Saïgon, mai, p. 8.

POURICHKEVITCH, Commandant.

«L'U.R.S.S. ET LE TIERS MONDE», I et II.

Revue de Défense Nationale, Paris, mai et juin, p. 833 et 1062.

«THE SOVIET UNION».

Financial Times, Londres, 26 juin.

L'auteur insiste sur les aspects économiques de l'U.R.S.S.

YOUGOSLAVIE

CASTLE, Barbara.

«FREE ENTERPRISE SOCIALISM».

«THE NEUTRAL ECONOMY».

New Statesman, Londres, 2 et 9 juin, p. 862 et 905.

Examen des nouvelles tendances de la politique économique yougoslave et de leur application dans la théorie socialiste d'autres pays.

“ L'AVENIR DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE ”

Depuis plusieurs mois, l'Alliance atlantique figure parmi les préoccupations majeures des milieux politiques, et beaucoup se demandent si elle peut rester dans la coexistence pacifique l'instrument efficace de défense de l'Occident qu'elle fut dans la guerre froide. Les remous suscités par la nouvelle politique militaire française, les projets de réorganisation du potentiel nucléaire de l'OTAN, le départ de M. P.-H. Spaak du poste de secrétaire général, l'annonce d'une refonte des forces armées américaines, sans compter l'effort soviétique dans tous les domaines, la poussée de l'Asie et les fermentations qui agitent les pays sous-développés, etc., représentent pour l'opinion publique autant de sujets d'inquiétudes. A l'exception des milieux communistes, nul ne met en doute la légitimité et la nécessité de cette Alliance, mais nul ne s'imagine non plus qu'elle puisse demeurer identique à ce qu'elle fut depuis 1949.

Pour répondre à tant de questions, quatre spécialistes se sont réunis : M. Claude Delmas, auteur de plusieurs livres sur les problèmes atlantiques, « Grand Prix Atlantique » 1958 ; M. Maurice Faure, agrégé d'histoire, ancien ministre ; le général Carpentier qui, après une brillante carrière dans l'armée française, fut l'un des responsables de la défense de l'Europe et dirige aujourd'hui la « Revue Militaire Générale » ; enfin, le général Gallois, ancien

adjoint du général Norstad et l'un des grands spécialistes occidentaux des problèmes nucléaires.

Chacun d'eux s'est consacré à un ensemble de questions, dans un livre intitulé : « L'Avenir de l'Alliance atlantique », M. Delmas traite des origines et des développements de l'OTAN, puis de ses perspectives non-militaires et de sa signification politico-historique ; M. Faure, de la coordination des politiques étrangères et des rapports entre la défense et la diplomatie ; le général Carpentier, de la nécessité des forces conventionnelles ; le général Gallois, des conséquences de la logique nucléaire pour l'OTAN. Il n'était pas question que ces quatre spécialistes modifient leurs vues pour présenter un ouvrage monolithique : leurs pensées sont nuancées, mais elles se rejoignent toutes dans un commun attachement à l'Alliance atlantique et dans une même volonté de projection sur l'avenir des résultats acquis depuis 1949.

Le numéro d'avril des **Nouvelles de l'OTAN** a publié la conclusion du chapitre « Politique et Défense » par Maurice Faure. Notre prochain numéro contiendra un compte rendu complet du livre, qui est préfacé par Jules Romains, de l'Académie française, et publié chez Berger-Levrault, à Paris (302 pages, 18 NF).



LE BUREAU DE L'AFCA

Au cours de sa dernière réunion, le comité directeur de l'Association française pour la Communauté atlantique a élu son bureau, qui est ainsi composé : président : l'amiral Sala ; vice-présidents : M. Antoine Pinay et M. René Pleven ; secrétaire général : M. Pierre Mahias, et trésorier : M. Gabriel Ferrier.

D'autre part, MM. Mahias et Emanuelli ont participé à la réunion récente du conseil de l'ATA à Bruxelles, tandis que le général Valluy faisait une analyse du Manifeste des Quatre-Vingt-Un partis communistes à la Table Ronde atlantique qui s'est également tenue dans la capitale belge.

Les

NOUVELLES DE L'OTAN

peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse- und Informationsamt der Bundesregierung,
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nytt* »

Atlantsamner s'utningen
Forchammersvej 13,
Copenhague, Danemark.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni - distribution exclusive

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road,
London, S.E.1.

Versions en langue anglaise pour d'autres pays que le Royaume-Uni

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine,
Paris (16^e) France

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Public Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Deltion NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique
39, avenue El. Venizelos,
Athènes 1, Grèce.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information
de l'OTAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM

Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et DOUGLAS WYNDHAM-HARRIS

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux
personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A
moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent
être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction
des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

